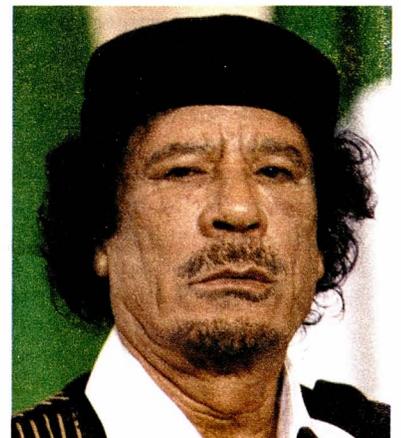
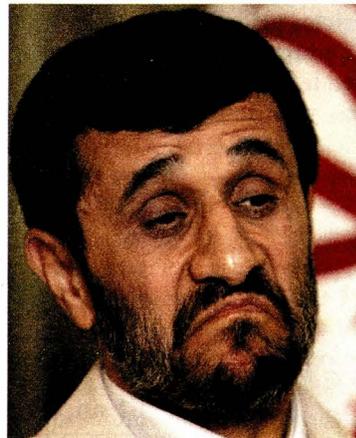
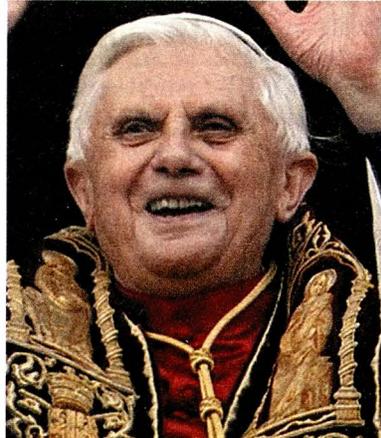




2010

# Écran de fumiers



**Échantillon représentatif non exhaustif...**

M 02137 - 1621 - F: 2,50 €



# Sommaire

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse :

monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libres de droit). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

## Actualité

**Salles de shoot**, par P. Schindler, page 3

**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 5

**L'Autruche**, par F. Ladrissé, page 5

**Des brèves, un strip**, page 6

**Nostalgie policière**, par P. Schindler, page 7

**Le procès des anarchistes grecs**, par G. Goutte, page 7

**Collectifs interpro et lutte sociale**, par Daniel, page 8

## Arguments

**Des souris dans un labyrinthe**, par N. Potkine, page 10

**Retours sur la révolution tunisienne**, par Mohamed, page 11

**Crédulité, débilité et béatification**, par M. Silberstein, page 14

## Sciences

**Zemmour, un cancre en maths**, par P. Huneman, page 16

## Histoire

**La révolution des œillets, première partie**, par C. Reeve, page 17

## Peinture

**Matisse prend un coup de froid**, par Xavier-Gilles, page 19

## Mouvement

**C'est pas du cinoche**, par Bibo, page 21

**Le Crade à Concarneau**, par Stef, page 21

**La plus percutante des radios**, page 22

**L'agenda vous parle**, page 23

### Tarifs

### France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup>  25 €

6 mois, 25 n<sup>os</sup>  50 €

1 an, 45 n<sup>os</sup>  75 €

(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOFFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)  
Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

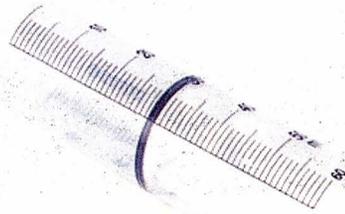
Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08



En Tunisie, les bons commentateurs généralement informés de ce qu'on veut qu'ils sussent en haut lieu, prédisent, enfin laissent entrevoir, craignent un peu, mais pas tant que ça, que le mouvement des jeunes et des chômeurs soit canalisé, voire récupéré: mines gourmandes et larmes de crocodile. Pauvre Ben Ali, s'il avait su, il se serait un peu plus accroché à son pactole; il n'aurait pas fui comme un minable devant quelques milliers de loquedus braillards même pas armés. Il aurait dû – oh, comme il regrette maintenant – couper le flux sous le pied aux iPod et autres internautes, et continuer à faire tirer ses snipers dans le tas. On n'en serait pas arrivé à tout ce gâchis. Ailleurs, en Algérie, en Égypte, les gouvernements reconnus par la collectivité internationale et au caractère mieux trempé, font preuve d'un petit peu plus de « virilité ». On n'est pas dupes, sans en avoir l'air mais en fredonnant la chanson, les « informateurs » patentés préparent le populo à ce que les choses – bon an mal an – rentrent dans l'ordre des choses qui sont en ordre. Car cet élan démocratique commencé en Tunisie, répercuté en Algérie, en Lybie où les gueux résolvent à leur manière les problèmes de logement, et jusqu'en Égypte, produit un effet remarquable sur les hobereaux et les winners locaux de tout poil: celui d'une goutte d'acide insolemment lâchée sur la vermine grouillante, la vermine affolée qui crisse sur le tas brenneux exsudé d'une fosse à merde crevée par quelque séisme bienvenu. Pour ces beaux messieurs et dames, la « démocratie » c'est tout bon, surtout dans les titatas des fumeux discours électoraux ou dans les creuses déclarations d'intention faites pour ne jamais être suivies d'effet. Celles qu'on peut lire dans certaines presses aux employeurs douteux. Mais faudrait voir à pas mettre la char-rue avant les bœufs: certes, la justice sociale viendra avec sainte démocratie – représentative, ça va de soi – mais un peu plus tard, quand la dette au FMI sera étanchée et quand les multinationales, ainsi que les régimes bananiers à leur service, auront peaufiné la machine magique: la pompe à aspirer le pognon pour les riches et à refouler le travail sur les pauvres. Ah, les contorsions minaudières de tous les éternels défenseurs de tous les éternels pouvoirs, les Védrine, les Juppé, les Obama, les Alliot..., ces partisans honteux d'un certain silence décent sur leur indécente réalité des choses, qu'ils nomment non sans un effronté cynisme la *realpolitik*. Il reste bien de la besogne aux anarchistes et aux hommes libres dans leur tête pour couper court à toutes ces grimaces et rendre enfin leur sens aux mots et aux organisations humaines.

# Salles de shoot

## L'académie nationale de médecine se couvre de ridicule

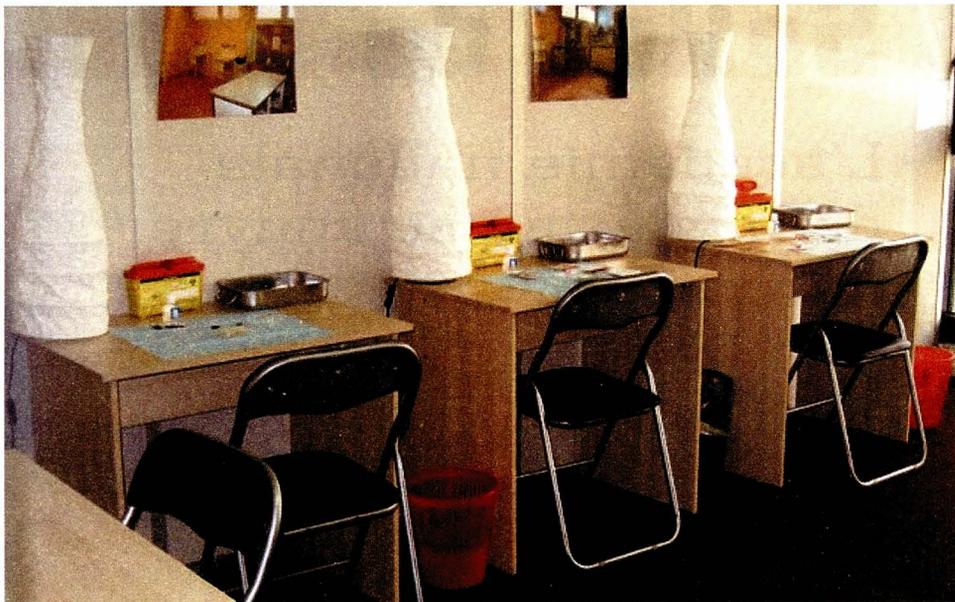


**Patrick Schindler**

*Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste*

LE 12 JANVIER DERNIER, l'Académie de médecine a rendu un avis négatif sur la création en France de salles d'injection pour toxicomanes. Les associations d'aide aux toxicomanes – la Commission nationale addiction (CNA) et la Fédération française d'addictologie (FFA), qui regroupent l'ensemble des acteurs de l'addictologie, et également Act Up-Paris – dénoncent cet avis qui « témoigne d'une ignorance grave des phénomènes d'addiction en général et des salles de consommation en particulier, et d'un refus de travailler avec le minimum d'honnêteté intellectuelle ». Cette réaction vigoureuse d'Act-Up est justifiée dès le début du rapport, ne serait-ce que dans la définition même des salles d'injection: l'Académie de médecine affirme que des médecins peuvent « se livrer à des intoxications médicalement assistées dans les salles d'injection ». On imagine d'ici les toubibs en train de faire à la chaîne des shoots d'héroïne aux personnes! Si les académiciens avaient réellement travaillé leur sujet, ils auraient constaté qu'aucun professionnel de santé, médecin ou autre, n'est autorisé à injecter des drogues, ni à aider à en injecter, et ceci, dans aucune salle de consommation au monde!

De plus, les salles de shoot sont une question de responsabilité légale, mais avant tout de responsabilisation de l'utilisateur. Il semble donc que l'Académie de médecine ne connaît rien aux phénomènes d'addiction. Son avis diverge d'ailleurs des associations d'aide aux toxicomanes citées plus haut, qui ont, elles, une expérience de terrain et qui ont pris position pour l'expérimentation des salles de consommation en France. D'ailleurs, quelques jours après le rendu du rapport de l'Académie de médecine, la FFA (composée de six associations: Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie, Collège professionnel des acteurs de l'addictologie hospitalière, Collège universitaire national des enseignements d'addictologie, Fédération addiction, Équipes de liaison et de soins en addictologie, Réseau des établissements de santé pour la prévention des addictions), a réitéré son soutien à l'expérimentation, en désapprouvant la position « idéologique » de l'Académie dans un communiqué de presse sans appel: « L'Académie nationale de médecine vient de marquer son opposition à de tels projets pour des motifs exclusivement moraux et idéologiques où les per-



sonnes concernées, la santé publique et les arguments scientifiques objectifs n'ont pas de place. »

### Un rapport truffé d'erreurs et de contre-vérités

De fait, l'avis de l'Académie de médecine ne s'appuie ni ne cite aucune étude scientifique pour rendre son avis. Comment peut-on vouloir représenter le savoir scientifique et être aussi éloigné de sa réalité? Ne serait-ce pas alors de la pure mauvaise foi de la part des académiciens, tandis que même les études les plus nuancées témoignent de l'intérêt d'expérimenter un tel dispositif? Pire, la seule recommandation citée par l'Académie est celle de l'Organisme international de contrôle des stupéfiants! Depuis quand des médecins fondent-ils leur avis sur ce que dit une structure policière? Police partout!

Pour les académiciens, les salles d'injection se résument à « réduire l'incidence des abcès, la transmission de virus (hépatites, VIH), ainsi que les overdoses parmi les toxicomanes ». Or, un des premiers intérêts de ces salles, selon l'expertise collective de l'Inserm sur la réduction des risques, est l'entrée en contact et la création

d'un lien avec un public très précarisé, exclu du système de soin. Et qu'en pensent les académiciens? Rien! Ensuite, l'Académie affirme que « les salles d'injection banaliseraient les drogues en remettant en question leur image répulsive et entraîneraient la confusion dans la population dans son ensemble et, en particulier, chez les jeunes ». Or, le rapport de l'Inserm, qui a analysé toute la littérature scientifique sur le sujet, reconnaît que les salles de consommation à moindre risque ne créent pas de nouveaux consommateurs et qu'elles n'augmentent pas la consommation de drogues chez les usagers. Au contraire, une étude récente portant sur une salles de consommation de drogues à moindre risque à Vancouver (Canada) montre qu'un tel dispositif permet aux usagers d'arrêter durablement les drogues. Les vœux inavoués de l'Académie ne seraient-ils pas plutôt de sacrifier l'aide et l'accès aux soins pour les plus précaires? Encore une fois, par incompetence et mauvaise foi, les académiciens entretiennent la confusion entre deux politiques différentes et complémentaires: la prévention envers les jeunes et la politique de réduction des risques envers les usagers actifs. Mais ce

que sous-entend l'Académie est extrêmement grave, selon Act-Up Paris: « Elle propose de se servir des usagers en grande précarité laissés à l'abandon dans les grandes villes, de les sacrifier et de les mettre au pilori, pour que leur détresse et leur déchéance sur la place publique soient un répulsif pour les jeunes. Outre que cette solution ne marche pas, quel genre de politique peut sacrifier les plus fragiles par pure idéologie? »

### Un des organismes les plus « réacs » du pays

Ce n'est pas la première fois que l'Académie nationale de médecine se fait remarquer comme étant l'un des organismes les plus réactionnaires de ce pays et propose pour toute solution le sevrage. Il s'agit d'une idéologie qui n'a eu de cesse de retarder tous les dispositifs de réduction des risques comme l'échange de seringues, et qui est responsable de la contamination par le VIH et les virus de l'hépatite de dizaines de milliers de personnes (et ceci n'est pas sans rappeler les positions du pape sur la capote). Les académiciens n'en ont rien à battre de l'autosupport des usagers de drogue, porté par les associations d'accompagnement. Ils n'en ont rien à faire de la réduction des risques, ni visiblement de la lutte contre le sida. C'est pourquoi les associations nationales qui composent la FFA, engagées au quotidien dans les soins, la prévention et la réduction des risques liés aux addictions, réaffirment « leur attachement à ce que puissent être conduites en France des expérimentations limitées et contrôlées de salles où des usagers dépendants puissent s'administrer les substances que de toute façon elles utilisent, mais de le faire accompagnées, dans des conditions optimales de sécurité ». Pour sa part, Act-Up Paris exige de l'Académie de médecine qu'elle « entende les preuves scientifiques et rende un avis favorable sur les salles de consommation à moindre risque ». D'autant que de telles expériences ayant été mises en place dans d'autres pays moins ringards que le nôtre ont montré l'intérêt manifeste de ces dispositifs. Nous autres anarchistes constatons une fois de plus que le discours d'exclusion et moralisateur entame la vie des individus et vise naturellement en premier lieu les populations les plus précaires... **P. S.**

Voir aussi l'article de Sophie, « Salles d'injection : tentative avortée de démarginer les usagers de drogues », *Le Monde libertaire*, n° 1604. (Ndlr.)

# Its all over now ?

## Quittons tout ! No future in the CGT...



Lequel est un vrai syndicaliste ?



« **PAS DE BAZAR** dans la boutique, silence dans les rangs sinon je vire tout le monde » semblait être le dernier slogan cégétiste. Henri Krasucki, pour ne mentionner que lui, en aurait mangé sa casquette. Il avait beau être sorti du moule communiste, il avait des réflexes de classe. L'organisation du mouvement ouvrier avait sa préférence même si le Parti était toujours là. Mais l'ancien secrétaire de l'union locale du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puis secrétaire de la CGT, savait où il fallait mettre ses pieds...

Mais en ce début 2011 il y a du sable dans les engrenages de la Confédération générale du travail. On évoque un départ de Bernard Thibaut, le leader maximo de la confédération de Montreuil.

« Des élucubrations, cela ne fait pas une information. » Voilà ce qui a été dit par le bureau de la confédération. « Rien qui donne envie de partir » aurait dit Thibaut. Il ne voudrait pas jeter l'éponge. « Déstabiliser la CGT après avoir constaté la part prise par ses militants dans l'exceptionnelle mobilisation sur les retraites. » Ah bon, il y a aussi nombre de militants de base de la CGT qui pense que le Ronnie Bird de la porte de Montreuil à Paris devrait raccrocher les gants. Mais à sa place quel autre ? C'est là le problème. Pas seulement à la CGT, mais dans le syndicalisme tous azimuts aussi. Pour un autre monde faudrait voir autre chose.

Jean-Pierre Germain



## Quand l'autruche éternue...

### Sales gosses !

**TIRANT TÊTE HORS DU TROU**, qu'entends-je ? C'est désormais d'Égypte que nous parvient le sourd tambour du grondement des rues, d'où montent les « *Dégage!* », cri de ralliement qui, bientôt, connaîtra une internationale carrière ! Optimiste, dites-vous ? Certes, mais laissez-moi rêver, ne me réveillez pas tout de suite. L'Égypte, elle, sort d'un long sommeil, et une fois encore la France se distingue par cette manière, assez particulière, de ne rien comprendre à la marche des révolutions comme elles vont. Ainsi, à la question de savoir si l'Égypte est, oui ou non, une dictature, Alain Juppé répond « c'est quoi, une dictature ? ». Ah oui au fait, c'est quoi, déjà ? Rassurant, n'est-ce pas, d'entendre un ministre de la Défense se poser, à voix haute, une aussi saugrenue question, à laquelle il n'essaie même pas d'apporter une réponse, se contentant d'indiquer que « la France n'a pas vocation à délivrer des brevets de démocratie ». Elle

est, dans ce domaine, en effet de plus en plus mal placée. Pour s'en persuader, il suffisait l'autre soir d'entendre Jean-François Copé signaler à Marine Le Pen que « *caméras de surveillance, polices municipales, partout où on les met en place, ça réussit* ». Bin voyons, mon Léon ! Plus tard, il tint à préciser que « *sur l'immigration irrégulière, le combat est total* ». Comme la guerre du même nom, quoi... De telles réussites suffiraient à nous enchanter, si de petits malins ne cessaient de gâter la fête à Neu-Neu. Par exemple : les enfants. Voilà maintenant qu'ils se suicident ou tentent de le faire ! À neuf ans ! Tout pour enquiquiner Sarko... Vite, une nouvelle loi ! Mais on pourrait aussi poster sous les balcons, de manière à éventuellement rattraper les lardons volants, ces nouveaux « *volontaires de la police nationale* ». Ces gens, qui constituent « *une véritable réserve* » de keufs, seront maintenant, grâce à Loppesi 2, « *formés sur le tas à la manière des pom-*

*piers* » (?), et, surtout, « *pourront être armés* ». Il est vrai que pour dresser des PV, le Beretta s'impose... Bref, ce qui s'impose un peu plus chaque jour, c'est l'état policier à la mode Vichy, vieux rêve d'une droite rance et revancharde, n'ayant de cesse de foutre à terre les libertés fondamentales, jusqu'à ce que se perde, dans l'esprit des populations, jusqu'au souvenir d'un vague espoir nommé révolution. Je ratiocine, qu'on me dit. Ok je me tais, chut, d'abord il est tard et ensuite, comme disait l'autre soir en sa vaste barbe à poils longs le camarade Dominique, « *ça sert à rien de parler de choses qui n'existent pas* ». C'était à propos de quoi déjà ? J'sais plus, et lui non plus, mais c'est pas grave : je retourne rêver.

Frédo Ladrisse

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com>

## Nouvelle grève au Mc Donald's de Boulogne-Billancourt

Jeudi 27 janvier 2011 à 20h01, huit salariés ont débrayé pour continuer leur mouvement revendicatif. Ils ont profité du moment pour approfondir et détailler leurs revendications ainsi que leur stratégie. Ils eurent la surprise de recevoir la visite d'un huissier appelé pour la circonstance. Le message de la direction est clair: ne pas céder et tout faire pour tuer le mouvement autant que faire se peut. Il faut dire que le mouvement de grève du zèle et de grève perlée aurait fait perdre 25 % de chiffre d'affaires en décembre dernier comparativement à décembre 2009, malgré la baisse de la TVA sur la restauration rapide! Les salariés pourraient avoir besoin de soutien dans le futur. Restez informés.

## Tunisie: ça bouge encore...

À Tunis, des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles sur des policiers anti-émeute qui ont riposté par des tirs de gaz lacrymogène. Ces incidents se sont produits alors que les condés tentaient d'exfiltrer des fonctionnaires du siège du gouvernement du Premier ministre Mohammed Ghannouchi. Des dizaines de manifestants, qui avaient passé la nuit sur place, se sont précipités vers eux en courant, provoquant un mouvement de foule. La mobilisation ne faiblit pas pour autant!

## Ricochets en Égypte

Les manifestations contre le régime du président Hosni Moubarak, qui ont déjà fait six morts, sont particulièrement violentes à Suez et Ismaïliya. À suivre...

## De quoi je me mêle ?

En voyage en Turquie, le ministre de l'Intérieur français, Brice Hortefeux, a soutenu la construction d'une clôture à la frontière gréco-turque, principale porte d'entrée en Europe des immigrants sans-papiers. Ça lui suffit pas de faire chier les sans-paps dans la région de Calais, faut qu'il aille les faire chier à l'étranger? Il y a des coups de pieds au cul qui se perdent!

## Manif éducation nationale à Paris

Environ 5 000 enseignants, lycéens, parents d'élèves et étudiants ont manifesté samedi 22 janvier à Paris pour dénoncer les 16 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale à la rentrée 2011. Ce n'est qu'un début!

## Résistance Marche pour la vie (I)

6 500 cathos intégristes et leurs amis d'extrême-droite ont défilé à Paris sous la République et l'Opéra entre la bénédiction officielle du pape et sous haute surveillance policière. Un contre rassemblement pro-IVG partait d'Oberkampf, plus d'une soixantaine de personnes étaient présentes pour tracter/déambuler autour de la place de la République. L'insistance des flics a dissuadé les militants d'approcher. Ils ont pris le métro. Ils ont lancé des slogans sur les marches de l'édifice quand les gardes mobiles sont arrivés avant les fachos et ont encerclé la trentaine de personnes encore présente. Parqués derrière l'Opéra, les camarades ont été embarqués un à un vers 17 heures vers le commissariat du 11<sup>e</sup> arrondissement pour un contrôle d'identité qui a duré... quatre heures!

## Résistance Marche pour la vie (II)

Lors de la Marche nationale pour la vie, des militants d'Act Up-Paris ont déployé une banderole sur laquelle était écrit « Des berceaux pour les trans et les homos ». L'association exige: un accès effectif à l'avortement dans les services hospitaliers français. L'égalité des droits et l'accès aux techniques de procréation médicalement assistée pour les trans et les homos.

## Libérez nos camarades!

Plusieurs personnes sont actuellement en prison pour leur participation aux luttes contre « la machine à expulser » et pour des actions de solidarité avec les sans-papiers. Bruno, déjà incarcéré une première fois en 2008 pour avoir transporté des fumigènes à une manifestation devant le centre de rétention de Vincennes où les retenus se mutinaient, a été réincarcéré pour les mêmes motifs fin décembre 2010. Dan, Olivier et Camille, déjà arrêtés le 15 février 2010 dans le cadre d'une instruction pour des actions de solidarité avec les sans-papiers accusés d'avoir incendié le centre de rétention de Vincennes, ont été emprisonnés. François vient d'être raflé au coin d'une rue, mis en examen et incarcéré pour des actions menées pendant le procès de Vincennes. Solidarité!

## Homophobie bien de chez nous!

Tout en élégance, voici quelques propos de Jacques Myard, député UMP: « Je ne m'occupe pas des homos mais ce que je leur reproche c'est d'être devenus un lobby, une secte, de pratiquer le terrorisme intellectuel. [...] Alors moi je leur dis: Messieurs les homos des deux sexes, foutez-nous la paix. » Il veut la guerre?

# PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Les nostalgiques de la GAV

**COMMENÇONS PAR LE MEILLEUR :** la décision du Conseil constitutionnel d'abroger, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011, le dispositif régissant les gardes à vue (GAV) de droit commun – ce qui ne peut que nous réjouir, nous les militants politiques et associatifs ne comptant plus nos heures passées en détention pour avoir participé à des actions, en général non violentes, tourmentés, humiliés, interrogés et enfermés dans des conditions dignes du Moyen Âge. La fin de la toute-puissance de la police sur l'individu ? Ne nous réjouissons pas trop vite. Si la plupart des organisations politiques dites de « gauche » (s'il en reste...), Verts et PS en tête, se félicitent de la décision du Conseil, considérant que « les GAV sont un instrument faisant partie de la stratégie manichéenne et répressive du gouvernement, destiné à mesurer la performance de la police, mais que cette politique du chiffre ne réduit pas la délinquance réelle », il faut quand même relever quelques points noirs. Avant tout, si la loi change en juillet 2011, il y a tout à parier qu'en attendant cette date, les keufs ne vont pas y aller de main morte et risquent de faire

payer cher, à nous militants, cette décision du Conseil. Et les possibilités « d'être assisté par un avocat, ou que celle-ci soit contrôlée par un juge du siège, tout comme le droit à garder le silence », pendant une GAV ne seront valables que quand la décision tombera du Parlement. Cela signifie que rien n'est gagné pour l'instant. Donc, avant que les choses ne soient écrites noir sur blanc, continuons à sortir couverts ! D'autant que l'avocat Patrick Klugman, auteur du Livre noir de la garde à vue en France, pondère également les plus optimistes (dont Jack Lang) ou les plus naïfs : « C'est un premier pas encourageant, mais les Sages se sont arrêtés au milieu du qué. » En effet, selon lui, « le Conseil constitutionnel n'a pas remis en cause le principe de la garde à vue, mais la seule pratique. Le Conseil a en plus validé les dispositions de garde à vue qui régissent l'antiterrorisme (quatre, voire six jours de garde à vue) et qui font que plus l'incrimination est grave, plus les droits s'exercent avec retard. » L'avocat a également regretté que les Sages (mais pas téméraires) n'aient « pas vraiment pris parti sur la présence de l'avocat lors de la garde à vue ». Pour l'association « Je ne

parlerai qu'en présence de mon avocat », il faut donc « continuer le combat ». Finissons donc par le pire : la réaction des syndicats de police. Comme il fallait s'y attendre, les syndicats Alliance (gardiens de la paix) et Synergie (officiers) ont regretté la décision du Conseil constitutionnel et en ont remis une couche en déclarant « qu'une fois de plus, les droits des délinquants semblent passer bien avant ceux des victimes ». C'est tellement plus simple, bien sûr, de faire passer les militants politiques pour des délinquants... Le syndicat Synergie déplore également « l'activisme du lobby des avocats qui s'exerce au mépris du droit à la sécurité des plus faibles, pour la satisfaction commerciale d'une profession libérale ». Une déclaration qui fleure bon les propos des tenants de Vichy qui voyaient également des lobbys partout, surtout juifs, communistes et francs-maçons. Ah ! La France restera toujours la France...

**Patrick Schindler**  
Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste

## Procès des treize anarchistes grecs

### Acte I : le pugilat

LE 17 JANVIER DERNIER s'est ouvert, en Grèce, dans la prison de Korydallos, le procès de treize jeunes anarchistes grecs (âgés de 19 à 30 ans), membres de l'organisation Conspiration des cellules de feu qui, le 23 novembre 2010, avait revendiqué l'envoi de quatre colis piégés (dossiers évidés contenant des explosifs) aux ambassades belge et mexicaine à Athènes, au Tribunal international de La Haye et à Nicolas Sarkozy. Au total, quatorze colis devaient être envoyés à des ambassades européennes et à des dirigeants (notamment à la chancelière allemande). Les quatre colis qui avaient explosé à Athènes début novembre n'avaient fait aucune victime.

Jugés par une cour antiterroriste, les treize anarchistes sont accusés d'appartenance à « une organisation terroriste », de possession d'armes à feu et d'attentats, et tentatives d'attentats, à l'encontre de responsables politiques. Ils encourent entre dix et vingt-cinq ans de prison ferme...

Ouverts le 17 janvier, l'organisation et le

déroulement du procès se sont montrés particulièrement autoritaires : chaque personne souhaitant assister à l'audience se voyait systématiquement confisquer et photocopier sa carte d'identité (ce qui traduisait une volonté à peine cachée de fichier tous les soutiens des jeunes anarchistes), et les accusés assistaient à leur procès menottés. Pour protester contre cette situation inacceptable, les prévenus ont quitté la salle en fixant les conditions de leur retour : la fin des contrôles, des photocopies et des confiscations des cartes d'identité des personnes assistant à l'audience. Ils ont aussi pris la décision d'entamer une grève de la faim. De leur côté, les avocats ont exigé que leurs clients ne soient plus menottés durant l'audience et que les cartes d'identité ne soient plus confisquées à l'entrée du procès.

Dans le public, ce départ contestataire des inculpés a suscité de vives réactions de soutien et de solidarité et a été salué au cri de « La passion pour la liberté est plus forte que toutes les prisons ». Décontenancées par un tel soutien,

les flics se sont montrés brutaux avec le public et la situation a vite tourné, selon le journal Libération, « en pugilat avec les forces de l'ordre<sup>1</sup> ».

Bien que le terrorisme et la violence révolutionnaire avant-gardiste me semblent, si l'on s'inscrit dans une perspective anarchiste de transformation sociale, bien peu judicieux – voire, dans certains cas, carrément contradictoires –, il va de soi que nous devons apporter tout notre soutien à ces treize révoltés qui, par un acte qui peut paraître désespéré, ont voulu montré leur désir et leur besoin immédiat de changer de vie en mettant un terme à cette société de classes régie selon des logiques de domination et d'exploitation.

**Guillaume Goutte**  
Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

1. Libération, édition internet du 25 janvier 2011.

# La lutte sociale n'est pas morte

Regards sur quelques collectifs « interpro »



## Daniel

Groupe Gard Vaucluse  
de la Fédération anarchiste

FIN 2010, alors que les organisations syndicales enterrent le mouvement social contre la réforme des retraites, un nouveau et inédit front de luttes de classe s'ouvre. Constitués à partir de collectifs syndicaux, mais recomposés au gré des événements, ou jaillis au cœur des manifs, ces comités ont tous une histoire différente, mais convergent vers un même but : « Ne rien lâcher ! »

Ces comités sont constitués de personnes – souvent des femmes – qui cherchent à faire converger la colère et la combativité, découragées par le mouvement syndical. Pour se donner les moyens de s'émanciper de la tutelle syndicale et de ses limites, des assemblées générales (AG Nîmes), Collectif unitaire interpro et citoyen (CUIC ou « Chambé en lutte », Chambéry) ou Collectif de solidarité pour la grève générale (Poitiers) émergent du mouvement, assez tôt. Lors de la deuxième rencontre nationale qui eut lieu à Nantes le 27 novembre 2010, trente-six collectifs locaux étaient recensés. Un site internet fut créé ([www.onnelacherien.org](http://www.onnelacherien.org)), permettant de relier ces comités entre eux, en leur donnant de la visibilité et concrétisant une volonté de relier dans la cohésion et la solidarité.

Dans le détail, ces collectifs sont tous porteurs d'une histoire propre. Examinons cette diversité convergente. Selon Muriel, de l'AG de Nîmes (<http://agnimes.blogspot.com>), « le comité s'est créé en mai à l'initiative de quelques syndiqués (CGT, CNT, Sud), et était ouvert aux non-syndiqués mais s'est rapidement éteint. Il renaît en novembre à l'initiative de quelques syndiqués de Sud et comprend davantage de non-syndiqués (chômeurs, etc.) que de syndiqués. Il s'est réuni autour de la réforme des retraites et réclame le retrait de la loi sur les retraites, et plus largement entend créer un mouvement de résistance contre les réformes à venir sur la Sécu, la privatisation des services

publics... Encore aujourd'hui, ce collectif est animé par des personnes qui ne veulent plus être baladées par les bureaucraties syndicales, les manifs plan-plan, et qui veulent davantage d'actions de blocage de l'économie que d'actions symboliques. Qui veulent reprendre en main leurs revendications et leurs modes d'action. Mais nous n'écartons pas de types d'actions a priori. Nous nous réunissons une fois par semaine et impulsions une rencontre régionale avec les collectifs de Sète, Montpellier et Alès qui se réunirait tous les deux mois.

En pratique, les comités organisent beaucoup de choses, comme à Poitiers, avec du soutien financier par une caisse de grève, qui a été effective et assez conséquente ; coordination d'une veille juridique (topo en ligne sur le droit de grève), repas (après une manif, un charivari), partage de temps libre et entraide (garde de mômes, dépannages divers...), discussions sur la situation, topo sur les actions passées et les actions à venir (agenda régulier), organisation d'actions, etc. À Chambéry, des soupes de rue furent organisées et à Nîmes on fait du théâtre de rue ».

Jean, du Collectif de solidarité pour la grève générale de Poitiers, précise : « Les modes de fonctionnement peuvent se définir comme anti-hiérarchiques, anti-autoritaires, les mandats éventuels sont ponctuels, tournants, impératifs et révocables. Le principe, c'est déjà de venir participer, éventuellement de s'impliquer ponctuellement et librement dans tel ou tel mandat collectif (garder la caisse, bricoler une pancarte, organiser une tambouille, etc.) en fonction des désirs et des disponibilités évidemment, de proposer tel ou tel débat, telle ou telle action. Les décisions éventuelles (par exemple, donner de l'argent aux grévistes qui en ont besoin) sont prises au consensus, avec les gens concernés. Les initiatives individuelles ou collectives des gens participant à l'assemblée restent totalement libres. »

On retrouve néanmoins des traits communs à ces comités locaux, par exemple, quant à leur composition. On y trouve fré-

quemment des militants aguerris, et aussi des gens qui sont hostiles aux groupements traditionnels (syndicats, partis...) ou s'en trouvent exclus du fait de leur condition sociale (précaires, chômeurs, travailleurs indépendants, etc.). Et si ces groupements entendaient au début pointer du doigt l'incurie syndicale concernant l'organisation de la grève générale, les appuis de syndicats ou d'organisations diverses (Sud, Attac, NPA, CNT, Fédération anarchiste, etc.) sont réels: tirage de tracts, prêts de locaux... En revanche, le désintérêt des unions départementales des syndicats traditionnels pour les AG est fréquent. Il y a tout de même une sorte de rencontre entre des secteurs militants combattifs, avec des personnes qui se considèrent « en dehors », mais qui conjuguent cette révolte et ce désir de ne « rien lâcher », sur un autre mode.

Toutefois, les limites de ce nouveau mouvement sont réelles, à commencer par un affaiblissement avéré depuis la fin du mouvement « officiel » de protestation contre la réforme des retraites. La recherche de nouveaux objectifs pour exister, et son mode d'organisation empruntant à l'assemblée, sont de possibles embûches. Ceci dit, l'implication des militants anarchistes est sincère, à commencer par les militants de la Fédération anarchiste. Pour Fred, de Chambéry, « en tant qu'outil de lutte, ce type de rassemblement directement impliqué dans le mouvement, alimenté par des salariés en grève et des gens en lutte, a su montrer son

efficacité en favorisant la participation de nombreuses personnes. Il permet de combler en partie l'incapacité des organisations syndicales à mobiliser au-delà de leurs rangs et du monde du travail proprement dit. Mais aussi leur incapacité à sortir des formes de mobilisations classiques (grève, manif). Il répond au besoin de fonctionnement plus participatif et d'agir directement, d'être acteur de la lutte, de ne rien lâcher et de s'en donner les moyens ».

Fred complète en globalisant: « Les collectifs comme celui de Chambéry n'émergent sûrement pas par hasard, aujourd'hui, à côté, tout contre même, les organisations syndicales... On peut combiner un certain nombre d'éléments :

- L'incapacité et/ou la non-volonté des principales organisations syndicales à construire la grève générale et les stratégies foireuses des confédérations.

- Des syndicats avec des fonctionnements souvent rigides, des prises de décisions allant du haut vers le bas qui accroissent la défiance envers ce type d'organisation de la part de ceux qui veulent lutter et aspirent à être acteurs de la lutte.

- De plus, une unité de façade des organisations syndicales au niveau confédéral lors du mouvement social qui ne trompe personne sur les désaccords et les dissensions entre boutiques. Plus globalement, l'incapacité et/ou la non-volonté d'un certain syndicalisme à s'adapter à l'évolution de l'organisation du travail et la faiblesse du syndicalisme en général (8 % de syndiqués?). »

On retrouve du côté de Chambéry un regard critique sur les organisations issues du mouvement ouvrier: « Pour des millions de tra-

vailleurs précaires (en temps partiel, en contrat court, en apprentissage, les intérimaires, les intermittents, etc.), le monde du travail qu'ils fréquentent de manière discontinue n'est plus central (et souvent rejeté). De fait, l'action dans le monde du travail stricto sensu est moins efficace. La grève (générale), comme axe central de la lutte, reste pertinente, mais il faut reconnaître qu'elle ne permet pas forcément d'impliquer les chômeurs, les retraités, les jeunes et la cohorte des précaires. La mobilisation qui prend appui uniquement dans l'entreprise est moins efficace, implique moins de monde, ne suffit plus pour gagner. »

L'évolution actuelle de ces collectifs est d'étendre leur champ d'action au-delà du seul problème des retraites. Ils occupent le terrain dans leur ville, diversifient leurs interventions, globalisent leurs préoccupations, s'ouvrent, tout en associant des gens dans le dialogue. Muriel de Nîmes semblait pessimiste sur l'avenir de l'AG de Nîmes, mais a changé d'avis depuis. Un camarade de Poitiers précise: « Hormis les fonctionnements de type horizontal, et sa souplesse, cette assemblée populaire répond assez bien à une circonspection de plus en plus grande de pas mal de gens vis-à-vis des organisations traditionnelles (y compris souvent les leurs). Plutôt que d'agiter des drapeaux et de défendre des chapelles, entretenant le spectacle d'une contestation et d'une pseudo-alternative au système, elle permet de se retrouver réellement pour s'entraider, s'informer, se soutenir, lutter. Et quand bien même elle ne servirait qu'à tisser des rapports sociaux entre quelques personnes qui ne se croisent pas souvent, et à les maintenir d'ici de prochains grands mouvements en cas d'arrêt du truc, via la liste mail, ce serait déjà beaucoup. Ça a le mérite d'être là, et c'est très bien. »

À Chambéry, les évolutions récentes du mouvement social s'appuient sur deux décennies de luttes où d'autres pratiques sont apparues et se sont développées: coordination, AG de salariés et AG « interpro », formes d'actions redécouvertes (occupation, blocage, etc.). Le mouvement social cherche ainsi de nouvelles voies d'organisation et de résistance. Les anarchistes accompagnent cette évolution qui semble aller vers des pratiques plus radicales et libertaires. Fred précise encore: « Ce type d'organisation [les comités interpro] puise sa vitalité dans la lutte en s'insérant dans un large mouvement social. Sa pérennité au-delà du mouvement général peut être vu comme positif car enfin, il n'y a pas un retour à la normale, comme si de rien n'était, lorsque le mouvement retombe. Par ailleurs, le collectif s'est construit autour de certaines pratiques comme les actions de blocages et la lutte contre une réforme avec un objectif simple et commun, le retrait. Des objectifs moins étroits pourraient faire émerger des questions plus idéologiques qui risquent de ne pas faire consensus. Quoi qu'il en soit, cette expérience est un acquis pour les luttes futures. »

D.



## Des souris dans un labyrinthe

LE LABYRINTHE FUT INVENTÉ, nous raconte la mythologie grecque, pour cacher la honte de Pasiphaé, épouse du roi Minos. Rendue folle par Poséidon qui avait des comptes à régler avec son mari, Pasiphaé réclama de l'ingénieur Dédale qu'il lui fabrique une vache artificielle. Dans laquelle elle s'introduisit. Afin qu'un sublime taureau blanc dont sa folie l'avait rendue amoureuse s'introduise, lui, en elle. Car même folle, Pasiphaé savait que les taureaux, « qui ne brillent ni par le goût ni par l'esprit », préfèrent les vaches aux femmes. Le fruit du taureau et de la reine fut un monstre à tête de taureau et corps d'homme, le Minotaure. Le taureau de Minos.

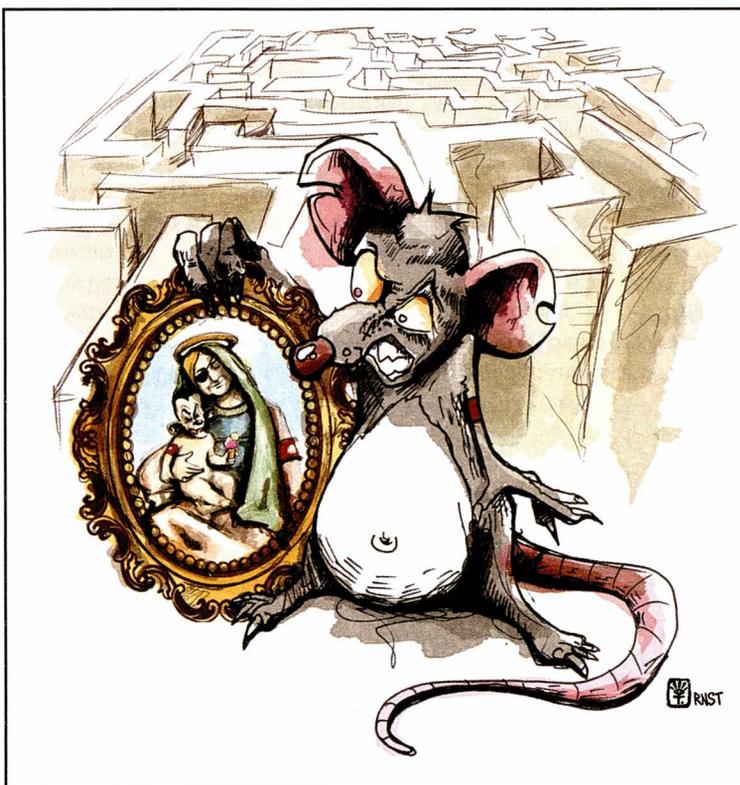
Les labyrinthes cachent donc quelque chose. D'où le titre du livre d'Élisabeth Pélegrin-Genel, *Des souris dans un labyrinthe* (Les empêcheurs de penser en rond, 16 euros). En ce qui concerne les souris et les rats, les scientifiques n'aiment rien tant que les jeter dans des labyrinthes. Certains ont même découvert que si un rat met Marine Le Pen enceinte, elle donne naissance à Nicolas Sarkozy. Je digresse, revenons-en à nos moutons, au sous-titre du livre plus précisément : *Décrypter les ruses et les manipulations de nos espaces quotidiens*. Les exemples décortiqués par Pélegrin-Genel sont légion. Prenons les aéroports, ces lieux bien connus pour leur agrément, leur convivialité, leur chaleur humaine. Tant de charme s'explique certes par les contraintes techniques : un aéroport est un réceptacle à machines énormes, compliquées, dangereuses. Sans oublier les impératifs sécuritaires : un aéroport offre une cible attrayante aux experts en bombinettes. Ni les connaissances acquises, ailleurs, dans la gestion des flux de bestiaux : traite, comptage, tonte, abatage. Enfin, il convient de n'y jamais mélanger les arrivées et les départs. Pour autant, à la vue des salles d'attente, soigneusement calibrées pour n'offrir quelque repos qu'à un adulte, et un adulte seul, et un adulte déterminé à ne parler à personne, avec leurs sièges fixés au sol, donc impossibles à rassembler pour une quelconque activité à plusieurs, on se demande quel but poursuivirent les machiavéliques inventeurs de ces salles d'exaspéra-

tion. La réponse clignote un peu plus loin : consommer ! Les boutiques, restaurants, duty-free et autres temples de la libre entreprise réclament qu'on les visite. Avec d'autant plus d'insistance que les aéroports leur réclament, eux, des loyers galactiques. Ceci aux niveaux départ ou transit, là où le voyageur n'a d'autre choix que de s'attarder. En revanche, au niveau arrivée, l'étroitesse et l'opacité, universelles, des portes de sortie des douanes hurlent un

sur tous les guichets. Bref, un reproche permanent aux postiers. Pas un instant de repos pour les employés. Pas un instant sans frustration pour les clients dont l'attente est splendidement mise en évidence. La surveillance par le client a été adoptée avec enthousiasme par les commandos de choc du capitalisme, les hypermarchés. Des fortunes ont été dépensées pour déterminer quelle est la queue optimale devant une caisse. Car, si une caissière aux bras croisés foule au pied la valeur-travail, l'optimisation des ressources humaines et le service à l'actionnaire, elle déplaît aussi, assure-t-on, au client qui se pose des questions sur l'attrait de cet hypermarché, en particulier comparé au concurrent d'en face. Hélas, rien n'est simple. Forcer le client à trois heures d'attente en n'ouvrant qu'une seule caisse (que de valeur pour l'actionnaire !) ne présente pas que des avantages. L'idéal se situe entre deux et six clients. Plus de deux afin que la caissière, assise mais surplombée par les clients pressés, n'ose pas ralentir le rythme. Voire, *horresco referens*, bavarder avec eux. Moins de six pour que le client ne s'agace pas.

On travaille très dur au rêve final : tout comme la ligne 14 du métro parisien n'a plus de conducteurs, donc plus de grévistes, on espère parvenir à l'hypermarché sans caissières, où le client passerait lui-même ses achats devant des bornes électroniques qui débiteraient immédiatement son compte. Sans jamais aucune erreur, on n'est pas chez Bouygues ou SFR. Il semblerait qu'un vieux désir humain, celui d'avoir tout pour rien (un désir qui ne trouble jamais les patrons, trop conscients de la valeur de la valeur-travail) fasse encore obstacle à ce sommet marchand. Sautons du coq à l'âne : quel point commun entre les tribunaux et les guichets des réclamations dans les hypermarchés ? Non, ne soyez pas grossiers, et ne parlez pas de pauvres et d'absence de vaseline. Non, restons polis. Dans les deux cas, les autorités sont perchées très haut, et le client reste en bas, inférieur par définition.

Nestor Potkine



clair message : « Fous le camp ! » Comment ? Très simple : ces portes étroites (on ne peut pas se disperser) et opaques (on ne peut pas prévoir quels sont les obstacles à venir) créent des embouteillages permanents et immédiats à chaque fois que les voyageurs sont accueillis, en bruyantes embrassades, par les foules de ceux qui les attendent. Les autres, ceux dont les amis ne sont pas arrivés, les foudroient du regard, et chacun se dépêche de fuir. En d'autres termes, c'est le client lui-même qui fait la police.

Voilà le stade suprême du capitalisme. Exploiter les salariés n'est rien, on sait le faire depuis l'invention du salariat. Exploiter les clients, c'est moderne. Et faire faire aux clients le travail des petits chefs, c'est postmoderne. Comme à la Poste. Une queue unique, en plein centre d'une salle, et d'où le public a vue

# Révolution en Tunisie



## Mohamed

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste

AU DÉBUT DES ANNÉES SOIXANTE, Jean Duvi-gnaud, professeur de sociologie à la faculté de Tunis, emmena ses étudiants à Chebika, une oasis pauvre et archaïque du sud de la Tunisie, dans le but de réaliser une étude sociologique de terrain. Les jeunes hommes et femmes qui participèrent à cette recherche, issus de la moyenne et haute bourgeoisie tunisoise, découvrirent avec stupeur la réalité d'un pays qu'ils ne soupçonnaient même pas, un pays à mille lieues des promesses de développement que la toute jeune république tunisienne d'alors, encore ivre de sa toute fraîche indépendance, servait au peuple tunisien<sup>1</sup>. Cinquante ans plus tard, c'est avec la même surprise, teintée d'incrédulité, que les opinions publiques occidentales découvrent la face cachée du « miracle » tunisien, avec l'irruption du peuple de Sidi-Bouزيد. Qu'un pays aussi calme, vanté pour sa stabilité, sa modernité et sa prospérité fasse irruption de manière aussi inattendue sur la scène de l'histoire, et s'invite dans le mouvement des insurrections; d'antre, voilà de quoi réviser les certitudes selon lesquelles les peuples de la périphérie n'ont d'autre choix que la chicotte autoritaire ou la fêrule religieuse. D'un tel événement, on ne peut dire qu'il surgisse de nulle part, comme si le peuple qui l'a mis au jour n'avait pas d'histoire, et aucune conscience de celle-ci.

### Des origines

Des insurrections, l'histoire tunisienne en a connu, et certaines des plus célèbres, comme celle de 1864<sup>2</sup>, sont nées précisément dans cette même région du centre-ouest déshérité

et frondeur, qui a déclenché la révolution de décembre 2010. Plus tard, au premier temps du protectorat français, instauré en 1881, d'autres soulèvements populaires ont marqué la mémoire du peuple tunisien et la naissance du mouvement indépendantiste. Des grèves, des affrontements parfois durement réprimés, des assassinats, dont celui du leader syndicaliste Ferhat Hached<sup>3</sup> en 1952, ont scandé la marche vers l'indépendance, acquise en 1956. Et le long règne de Habib Bourguiba ne s'est pas passé sans heurts ni frictions: 1969, émeutes dans tous le pays contre la collectivisation des terres (la Tunisie vit alors une expérience « socialiste » sous la conduite du Premier ministre Ben Salah); 1972, manifestations des étudiants durement réprimées (et coup de pouce donné aux islamistes par le gouvernement pour contrer les gauchistes); 1978, le jeudi noir du 26 janvier, 200 morts lors de la répression contre les manifestations à l'appel de l'Union générale tunisienne du travail (un certain Ben Ali à la direction de la sécurité); 1984, émeutes dites du pain, encore une fois durement réprimées. Mais s'il faut chercher une source au mouvement qui a pris naissance le 17 décembre dernier, c'est dans la révolte du bassin minier de Gafsa de 2008.

### Gafsa 2008

Cette région du sud-ouest, à l'orée du désert, près de la frontière algérienne, a été le théâtre durant l'année 2008 d'une série d'émeutes et de mouvements de protestation préfigurant ce qui vient de se produire en décembre 2010 et janvier 2011<sup>4</sup>. Dans cette région, le principal

employeur est la Compagnie générale du phosphate. Ses salariés sont bien payés, eu égard au standard tunisien : 1000 dinars (500 euros), soit près de cinq fois le salaire minimum. Cette activité a subi les plans de libéralisation et de restructuration qui ont divisé par trois les effectifs en vingt ans, sans qu'aucun projet de réindustrialisation ou de reconversion ne vienne suppléer à cette situation, alors que les cours mondiaux du phosphate s'envolaient (+125 % entre 2007 et 2008 !) : le taux de chômage officiel, dans la région, atteignait près de 30 %. Ce sont les jeunes chômeurs diplômés, regroupés au sein d'une Union des diplômés chômeurs, non reconnue, qui ont lancé le mouvement de protestation, rejoint par les lycéens, les travailleurs précaires, les familles d'ouvriers accidentés du travail. Sit-in, manifestations, blocages des routes et des chemins de fer (par où transite le phosphate extrait des mines), affrontements avec la police : toutes les modalités d'action ont été mises en œuvre dans cette lutte, de manière spontanée, sans cadres politiques et avec très peu de soutien syndical. La maigre opposition politique reconnue alors par Ben Ali est loin du terrain, et préoccupée par l'élection présidentielle de 2009, à laquelle, toute honte bue, elle a décidé de prendre part : on connaît les résultats de cette mascarade<sup>5</sup>. Et le soutien syndical est resté strictement local, sans pratiquement aucune implication de l'échelon régional, voire contre lui, et encore moins national. L'isolement, l'absence de soutien extérieur<sup>6</sup>, l'inexpérience des protestataires et surtout le déploiement de tout l'appareil répressif ont eu raison de ce mouvement. Mais des « germes ont été semés dans le désert<sup>7</sup> ».

### Du régime

Lorsque le général Ben Ali prend le pouvoir, le 7 novembre 1987, à la faveur de ce qu'on a appelé un coup d'État médical, le régime issu de l'indépendance est à bout de souffle. Le président Bourguiba, qui a fait modifier la Constitution en 1975 afin d'être président à vie, est quasiment sénile. Le mouvement islamiste a posé des bombes et menace de prendre le pouvoir. La situation est extrêmement tendue ; aussi, l'annonce de la déposition du « Combattant suprême » est accueillie avec soulagement par un grand nombre de Tunisiens. D'autant plus que le nouveau président s'engage à réformer l'État, à démocratiser la société, et à préserver les principaux acquis du bourguibisme que sont le droit des femmes et l'accès à l'éducation pour tous. Mais faut-il croire en la parole d'un flic ?

Très vite, le nouveau maître de Carthage va cadenasser la Tunisie. Après avoir durement réprimé le mouvement islamiste, emprisonnant 30 000 de ses membres avec l'aval de tous les partis, il va peu à peu retourner son appareil répressif contre ces mêmes partis, les faisant disparaître, contraignant les leaders de l'opposition à l'exil. Peu à peu, une chape de



plomb va tomber sur la Tunisie. Dans le même temps, il va obtenir l'appui des puissances occidentales, en leur servant le discours frelaté du rempart contre l'islamisme, de défenseur du droit des femmes et de modernisateur de la Tunisie. L'ouverture des frontières avec la suppression progressive des droits de douane, l'adoption des plans d'ajustement du FMI et l'application du modèle économique capitaliste dans sa version néolibérale, ainsi que sont alignement sans réserve sur la politique extérieure des États-Unis et de la France au lendemain de la chute du mur de Berlin, vont en faire un des meilleurs élèves du système. Alors qu'il n'a aucune étoffe, aucune légitimité historique, contrairement à son prédécesseur, il va imposer son style, ou plutôt son absence de style, en s'appuyant sur les deux principaux piliers de son système : la police et le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qu'il a construit à sa main à partir du vieux parti socialiste destourien, héritier du

Néo-Destour de Bourguiba. La conjoncture internationale lui est propice : l'économie tunisienne décolle, avec des taux de croissance annuels de 5 % entre 1995 et 2002. La faible croissance démographique (1,3 % par an), l'installation de nombre d'industries étrangères, attirée par une main-d'œuvre bon marché et réputée travailleuse et docile, le développement du tourisme, tout cela concourt à ce qu'on appelle alors la naissance du dragon africain. Le revenu par tête d'habitant devient le premier d'Afrique du Nord. La politique du crédit facile permet à la classe moyenne de se donner l'impression d'accéder à la prospérité : ce sont les années du « consomme et tais-toi ». Ben Ali s'achète ainsi facilement l'accord de la majorité de la population, attirée par ce nouveau modèle économique qui lui apporte les joies du consumérisme. Cela vaut bien qu'on ferme les yeux sur les dérives autoritaires. Et puis le voisin, le géant algérien, depuis toujours craint



par les Tunisiens, est plongé dans une atroce guerre civile, dont Ben Ali profite indirectement : « C'est moi ou le chaos. » Le RCD étend alors son emprise sur la société : pas un village, pas une administration ou une entreprise qui ne possède sa cellule. Elle voit tout, sait tout et presque tout passe par elle. Une démarche administrative ? Un emploi dans la fonction publique ? Un logement ? Le RCD est là. Il finira par revendiquer près de 2 millions d'adhérents (soit 20 % de la population !). La plupart par opportunisme, plus que par idéologie. L'autre pilier du régime, la police, va prendre un essor considérable. Selon les sources, il y a dans la Tunisie de Ben Ali entre 100 000 et 180 000 flics : ceux en tenue, mais aussi les polices parallèles, les indicateurs, les milices. Autant de flics qu'en France, pour une population deux fois moindre.

### La famille

Ce qui est nouveau dans ce régime, c'est la mainmise sur l'économie du pays par une clique maffieuse, qui se constitue autour des familles de Ben Ali et de sa femme, Leila Trabelsi<sup>8</sup>. Depuis la chute du dictateur, les médias, jusque-là aveugles, ont fait leurs choux gras des comportements de ces voleurs et de leurs prédations. Tout ce qui pouvait être source de profit était accaparé par la famille, au besoin par la violence et les menaces, et pratiquement au vu et au su de tous. Des industriels, des banquiers, des hommes d'affaires, tunisiens et même étrangers, ont été soumis au racket de cette bande. Au point que des investisseurs potentiels ont préféré mettre un terme à leur projet, plutôt que de composer avec les clans. Ces attitudes ne sont pas spécifiques à la Tunisie, mais ils ont atteint un tel degré qu'ils ont fini par alerter l'ambassade des États-Unis, qui y voyait une menace pour la stabilité économique et politique du pays<sup>9</sup>. Alors que sous Bourguiba la corruption était quasiment inexistante, elle est devenue systématique, à tous les échelons de la société. Même le Tunisien lambda se voyait harcelé par les flics qui lui extirpaient 20 dinars pour une infraction imaginaire au code de la route.

### La société

Ce qui frappait le voyageur qui débarquait en Tunisie, à condition de sortir des réserves à touristes du bord de mer, c'était l'omniprésence du portrait du dictateur, partout, dans la rue, les boutiques ; les avenues du 7 novembre, places du 7 novembre, cafés du 7 novembre, avec leurs monuments sommet du kitch à la gloire du 7 novembre, «7», chiffre fétichisé jusqu'à paraître idolâtre dans un pays musulman, 7 novembre, date du début de « l'ère du changement » selon la logomachie officielle. La peur, qui devient surtout palpable depuis la fin des années quatre-vingt-dix, avec la méfiance qui s'installe sournoisement et qui pourrit les relations. La présence policière permanente, pesante, que l'on ressent dès l'arrivée à l'aéroport, avec ces flics arrogants, méprisants, sûrs

de leur force et de leur impunité. Les discussions chuchotées, le silence devant l'étranger, la peur du mouchard au café ou dans le taxi : voilà quel a été le quotidien des Tunisiens pendant toutes ces années. Avec aussi le sentiment d'être pris pour des demeurés, des idiots auxquels on devait inlassablement répéter, par la télé, la radio et les journaux, tous les jours, que le président avait « pris en charge le destin de la nation et que sous sa conduite clairvoyante la société, forte de ses acquis en matière de démocratie et de droits humains, dus à la sûreté des choix présidentiels, allait relever tous les défis posés à la nation sur la voie du changement ». Véridique ! Pour ceux qui n'avaient pas connu les démocraties populaires de l'autre côté du rideau de fer, et pour ceux qu'un voyage en Corée du Nord effrayaient (à juste titre), la Tunisie de Ben Ali offrait tout ce qu'un Big Brother était à même de fournir : le décalage total, radical, entre le discours et la réalité, à des sommets qu'Orwell lui-même aurait eu du mal à imaginer. Pour la galerie, il y avait quelques partis d'opposition tolérés, certains ayant mêmes des strapontins à l'Assemblée nationale. Lors des élections présidentielles, des opposants, choisis par le parti présidentiel, se présentaient, en s'excusant et en appelant le peuple à voter pour leur supposé adversaire. À l'issue de ces mascarades, le président Ben Ali se trouvait crédité de 95 % des voix... Et il recevait les félicitations de ceux, nombreux, qui, en France et ailleurs, voulaient faire croire à la démocratie en Tunisie. Par souci d'humanité, nous ne citerons aucun nom, les mêmes qui aujourd'hui apportent leur soutien « désintéressé et sincère aux légitimes aspirations du peuple tunisien<sup>10</sup> ». Mais dans cette société maintenue sous l'étouffoir, quelques-uns et quelques-unes, courageux, ont résisté. Des avocats, des militants et militantes des droits de l'homme, des politiques, des écrivains, des internautes ; certains l'ont payé cher, certains y ont laissé leur vie, je pense à Zouhair Yahyaoui, entre autres...

### Et puis le peuple...

Celui qu'on croyait absent, écrasé, marginalisé est réapparu, presque par surprise, par une sorte de pied de nez que l'histoire nous réserve. Et il y a eu Mohamed Bouazizi, le marchand ambulant de Sidi-Bouazid dont le geste de désespoir a soulevé tout un peuple ; ce qui n'avait pu se faire en 2008 à Gafsa à tout à coup été possible, la jonction entre les différents acteurs de la société s'est faite : jeunes des villes et des campagnes, chômeurs et ouvriers, avocats et marginaux. Et très tôt, ce que nos pitoyables journaux français ont appelé une émeute, comme s'il s'agissait d'un fait divers de banlieue, s'est transformé en une gigantesque tornade qui a balayé un dictateur, et qui s'en prend maintenant à la dictature. Aujourd'hui un peuple a retrouvé sa dignité, un peuple d'un petit pays de la périphérie, assigné au rôle de destination du tourisme de masse et de réserve de main-d'œuvre bon

marché, a su renversé le cours de l'histoire et a soulevé une gigantesque vague d'espoir dans le monde entier ; un peuple désarmé, seul, sans aide extérieure est en train de filer la trouille à tous les tyrans, est en train de démentir tous ceux qui pensaient que seule la dictature convient aux mêtèques arabomusulmans, qui seraient par essence incompatibles avec l'idée même de démocratie<sup>11</sup>. Un peuple aux prises avec son histoire, qui a bien d'autres obstacles à surmonter. Par sa volonté de vivre, il a forcé le destin, il a dissipé les ténèbres et il a brisé ses chaînes. **M.**

1. Jean Duvignaud, *Chebika*, Plon. Un très beau film a été tiré de ce livre : *Les Remparts d'argile* de Jean Bertucelli.

2. B. Slama, *L'Insurrection de 1864 en Tunisie*, Ceres, 1967.

3. Ferhat Hached a fondé l'Union générale tunisienne du travail en 1947, qui a été l'un des principaux artisans de l'indépendance. Les rapports de ce syndicat avec le pouvoir ont toujours été conflictuels, et même Ben Ali n'a pu totalement le mettre à sa botte.

4. Pour de plus amples informations : Larbi Chouikha et Éric Gobe, « La Tunisie entre la révolte du bassin minier de Gafsa et l'échéance électorale de 2009 », *L'Année du Maghreb*, vol. V, 2009 (<http://anneemaghreb.revues.org/623>).

5. Lors de cette élection, Ben Ali n'obtient que 89,62 % des suffrages...

6. À l'exception de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), du Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT, interdit à l'époque) et de quelques personnalités...

7. Moncef Marzouki, opposant de la première heure à Ben Ali, ancien dirigeant de la LTDH, président du Conseil pour la république (CPR, interdit sous Ben Ali).

8. Nicolas Beau et Catherine Graciet, *La Régente de Carthage*, La Découverte, 2009.

9. Les câbles américains sur la Tunisie sont consultables en français sur internet : taper « tunileaks » dans un moteur de recherche. Les Français n'ont rien vu venir...

10. Pour immortaliser cette amitié franco-tunisienne du temps de Ben Ali, un mur de la honte (wall of shame) se constitue sur Facebook.

11. Michel Onfray, préface à *L'Impasse islamique*, Hamid Zanaz, Éditions libertaires, 2009.

# Le pape, les miracles et l'Institut national de l'ineptie

**Marc Silberstein**

Groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste

**LE PANZER-PAPE ET SES SBIRES** pourpres poursuivent une intense opération de marketing destinée à redorer le blason du Vatican. En effet, la maison Ratzinger présente de larges fissures morales : tous ses murs sont éclaboussés par les souillures de légions de prêtres aux appétits féroces. Au sein du troupeau, leur préférence va aux tendres et juteux agnelets.

Face à une situation susceptible de provoquer la consternation des ouailles et autres gallinacées de la basse-cour (les brebis d'ici-bas), il faut user des vieilles ficelles du marketing (dont le synonyme est « manipulation de masse »). Il faut méduser, faire émerger le merveilleux au cœur du sordide, faire jaillir le surnaturel d'un cloaque. La réanimation des vertus théologiques (la foi, la vertu, la charité) est au prix de la revisite de ce qui fait le tréfonds de l'Église : la superstition, la croyance irrévocable et non interrogeable en un arrière-monde où rien n'est comparable à ce que nous éprouvons en notre quotidien et prouvons dans les laboratoires. Le miracle ! Voilà le signe qu'il faut au pouvoir de Rome pour réactiver son principal sacerdoce, s'il s'avère déficient : apeurer la masse des fidèles, la manipuler, la faire bêler. Miracle il faut, miracle il y aura. Jean-Polsky, non content d'avoir fait choir à lui tout seul l'empire soviétique, si l'on en croit les « commentateurs » (i.e. « bonimenteurs »), a aussi été, malgré un emploi du temps très chargé (en effet, au moment du miracle, ce dernier était mort), l'agent miraculeux de la guérison de sœur Marie-Simon-Pierre Normand<sup>1</sup>, atteinte de la maladie de Parkinson, tout comme J.-P. On ne saurait mieux dire que le communiqué de l'Opus Dei : « [...] Le 21 octobre 2010, les actes de l'enquête canonique et les examens médicaux ont été soumis à la commission médicale du dicastère. Après un examen scrupuleux des témoignages et de la documentation procédurale, elle s'est prononcée en faveur du caractère scientifiquement inexplicable de cette guérison. Ayant pris connaissance des conclusions médicales, les théologiens ont procédé le 14 décembre 2010 à l'évaluation théologique du dossier, reconnaissant à l'unanimité l'unicité, l'antécédence et la choralité de l'invocation adressée à Jean-Paul II, ainsi que son efficacité aux fins de cette guérison miraculeuse.

Enfin, le 11 janvier 2011, lors de leur session ordinaire, les membres de la congrégation ont émis unanimement une sentence confirmatoire, retenant miraculeuse la guérison de la religieuse française, car scientifiquement inexplicable, et accomplie par Dieu à la suite de l'intercession de Jean-Paul II, invoquée par la religieuse malade comme par nombre d'autres fidèles. » Donc, en résumé, J.-P. meurt, la nigaude commence à trembloter

de partout comme un flan pas assez cuit, elle l'implore ; lui, bon prince, intercède en sa faveur auprès du Très-Haut, la gourde trémulante cesse de l'être (trémulante, pas gourde<sup>2</sup>) et crac, la machine à enchanter du Saint-Office se met en branle : ce pape si populaire de son vivant, il faut amplifier son aura, il faut en faire un thaumaturge.



Ça crève du choléra comme des bêtes à Haïti, déjà bien secoué (eh oui, c'est ça le rapport avec la maladie de Parkinson) par le tremblement de terre de 2010, mais J.-P., il s'en cogne des Haïtiens, et depuis son paradisique petit nuage, il ne « miraculise » qu'une seule frangine, alors que transformer tous ces moricauds en Lazare, ça aurait eu une sacrée gueule – quoiqu'un peu trop zombie...

Remarquons encore que dans ce « miracle médical », il s'agit d'une pathologie neurodégénérative assez fréquente, aux conséquences sinistres et, par défaut de traitements efficaces, irréversibles. Tout le monde sait ce que c'est et comme la maladie est redoutable, l'impact psychologique, donc manipulateur, est garanti. Pas question ici du sida – faut pas exagérer quand même, c'est la maladie de la honte, des dégénérés, des pas-comme-il-faut –; pas plus que d'un paraplégique, car c'est la spécialité des sectes évangélistes qui taillent des croupières aux cathos en Afrique et en Amérique du Sud – et faire marcher un handicapé moteur, ça sentirait un peu l'arnaque exotique, tandis que la rémission d'un Parkinson catholique, mieux : membre de la secte, alors là oui, c'est la classe. Spectaculaire mais sans excès, moralement irréprochable (ça ne s'attrape pas en forniquant ou en se piquant, ni même en faisant le kakou à 200 à l'heure à moto), bref, de bon aloi, parfait pour les cathos pros et les cathos du 16<sup>e</sup>, les cathos d'Occident et du tiers-monde. Une religieuse appartenant à un ordre qui s'occupe de la maternité, miraculeusement guérie par un pape si violemment hostile à l'avortement et alors que l'Église patauge dans les fluides répandus par la dépravation de ces curés qui « aiment » tant les petits enfants, quoi de mieux?! Du pain béni, je vous dis. Qui plus est, la miraculée est de la maison, très pratique par conséquent pour lui faire dire n'importe quoi. Depuis le temps qu'on l'endoctrine, c'est docile, pas très malin, obéissant et adéquatement dévot, en un mot : fanatique. Ce dernier terme est à la mesure des propos de M<sup>gr</sup> Sławomir Oder, postulateur de la cause en béatification de Jean-Paul II : « Je suis ému en pensant que c'était la même maladie qui a détruit le saint-père et qui empêchait cette pauvre sœur de faire son travail [...]. Pour moi, c'est un autre signe de la créativité de Dieu. » (Je souligne la dernière phrase, emblématique de la crapulerie ontologique des monothéismes.)

### Les médias complices

C'est ici qu'intervient l'Institut national de l'ineptie, à savoir les journaux télévisés de France 2 qui récemment, relatant cette affaire, ont tout simplement été les porteparole zélés du Vatican, dépourvus de la moindre once d'esprit critique; on aurait dit que le service de la propagande catholique parlait par leur bouche, après avoir pressé le bouton de leurs réflexes conditionnés d'in-

décrottables agenouillistes. Pourtant, ces donneurs de leçons de journalisme, si prompts à morigéner celui qui esquisse quelque grief à l'encontre de leur prétendue honnêteté intellectuelle, auraient pourtant pu facilement ne pas céder à une telle fascination béate. De la part de ces cancre télévisuels, n'attendons certes pas des arguments antithéologiques comme ceux que les mécréants se plaisent à opposer aux crédules, mais au moins la simple confrontation des avis. Interroger un neurologue, au sujet d'une maladie neurologique, voilà qui eût été le minimum, à l'aune du professionnalisme que l'on attend de quelqu'un en charge du métier d'informer. C'est ce qu'a su faire 20minutes.fr, avec une interview de Franck Durif, directeur du département de neurosciences de l'hôpital de Clermont-Ferrand, lequel répond en ces termes éloquentes à la question de l'erreur possible de diagnostic : « Oui, d'autant plus que la maladie de Parkinson présente un piège diagnostic. Une simple dépression nerveuse, qui provoque une lenteur physique – l'un des principaux symptômes de Parkinson avec les tremblements – peut être confondue avec cette maladie. Certains traitements médicamenteux – comme celui contre les bouffées de chaleur chez les femmes ou des médicaments neuroleptiques contre les troubles du comportement psychique – peuvent aussi provoquer des symptômes similaires à la maladie de Parkinson. Si le traitement est arrêté, les symptômes disparaissent. Ce qui pourrait expliquer le cas de la religieuse. Autre explication : il peut s'agir de syndromes parkinsoniens dits "psychogènes". C'est-à-dire des troubles psychiatriques qui poussent le malade à reproduire, consciemment par simulation ou inconsciemment par hystérie, les symptômes de Parkinson. À Clermont-Ferrand par exemple, un ou deux cas sont révélés chaque année. »

Quand on connaît la passion idolâtre de la pseudo-parkinsonienne à l'égard de JP, l'hypothèse que cette folle de la messe ait développé des symptômes conformes à ceux décrits par le médecin dans la dernière partie de son intervention est très plausible. Quoi qu'il en soit, une hypothèse d'absence de pathologie est bien plus parcimonieuse (comme on dit en philosophie des sciences) qu'une affirmation de guérison inexplicable. Or, la télévision d'État n'est pas capable de raisonner ainsi<sup>3</sup>...

Rien d'étonnant car ce sont ces mêmes « élites » journalistiques qui offrent d'abondantes tribunes sans contradicteurs crédibles à des charlatans comme Claude Allègre, Luc Ferry et autres Bodganov. France 2, c'est la chaîne qui prétend donner à ces derniers, imposteurs notoires, la responsabilité d'une émission dite scientifique, émission vaine et sensationnaliste, par conséquent en pleine contradiction avec l'idée même de culture scientifique. France 2, c'est aussi la chaîne du Téléthon, l'organisation d'une charité élitique qui omet ainsi de poser la question politique cruciale du financement de la recherche biomédicale, surtout quand elle concerne des maladies à faible potentiel

commercial. C'est encore la chaîne où un nouveau Ducon Lajoie, le sieur Éric Zemmour<sup>4</sup>, bénéficie d'un perchoir attiré pour débâter sur les Noirs et les Arabes, sur la France catholique vue comme paragon d'un pays idéal où la police est enfin respectée (snif). C'est la chaîne qui, le dimanche matin, se transforme en barnum œcuménique dans lequel les sectes monothéistes exhibent benoîtement tout un arsenal d'absurdités et de divagations. Et là, pas un athée à l'horizon pour les contrer...

Ce sont les mêmes plumitifs et chefs folliculaires qui, il y a encore quelques semaines, « ignoraient » que la Tunisie était une dictature et qu'une partie considérable de la politocailleurie française y trouvait son compte, dans la fréquentation ensoleillée des potentats locaux, et qui, de fait, pratiquaient un journalisme de complaisance, voire d'occultation. Rien d'étonnant à tout cela quand on y décèle la révoltante mixture composée de conformisme de classe, de la méprisable conception selon laquelle ils sont les seuls dépositaires et propagateurs (= médiatiser) légitimes de l'information et enfin, et peut-être surtout, d'une extraordinaire bêtise et d'une inculture abyssale. **M. S.**

1. Elle appartient à la congrégation des Petites Sœurs des maternités catholiques (sise près de Grenoble) dont la vocation est d'œuvrer sous le « [...] signe de l'Amour infini du Père, de sa tendresse pour chaque homme dès le premier instant de sa conception, comme pour chaque couple appelé à vivre « à l'image de Dieu dans le don d'amour réciproque, et appelé à collaborer à son œuvre créatrice ». Cette question parachève leur baratin : « La famille n'apparaît-elle pas aujourd'hui comme un des lieux où se joue l'avenir de l'humanité? »

2. Que personne ne se méprenne : ici, cette description sarcastique ne vise qu'une mystificatrice se voulant mystique, et non pas les vrais malades de Parkinson présentant de tels symptômes. Il est même évident que l'insulte faite aux vrais malades par les autorités religieuses est totalement indigne... Rappelons que la maladie de Parkinson touche en France environ 100 000 personnes, avec, au fil des ans, une augmentation des cas car la prévalence de cette pathologie augmente avec l'âge.

3. La presse locale non plus. Le maire de la ville natale de la religieuse, Rumilly-en-Cambrésis, a annoncé la création d'une association afin que soit célébrée dans la salle des sports de la ville, après la béatification de Jean-Paul II en mai 2011, une grande messe en l'honneur de sœur Marie-Simon-Pierre. Ce que ne précise pas L'Observateur du Cambrésis, d'où je tire cette information, c'est qu'une telle initiative, outre son aspect grotesque, est en contradiction avec les règles élémentaires de la laïcité...

4. À son sujet, voir l'article de Philippe Hunemann dans le présent *ML*.



# Sciences

**« La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »**  
**Bakounine**

## Maths, Auvergnats et protoracisme

### La faute logique d'Éric Zemmour

**Philippe Huneman**

Philosophe des sciences  
Chercheur au CNRS (IHPST)

Récemment, Éric Zemmour est passé en procès, assigné en justice pour avoir dit à la télévision : « Les Français issus de l'immigration sont plus contrôlés que les autres parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes... ». On devine déjà la valse des arguments, et le choc des positions : Zemmour énonce-t-il un fait sur la délinquance ou une contrevérité ? A-t-il le courage de dire des vérités qui fâchent, ou bien au contraire déformé-t-il la réalité en renvoyant aux plus bêtes clichés en vigueur une confirmation médiatique ? Et ainsi de suite, avec à la clé la rituelle dénonciation de « l'angélisme » par les partisans du « réalisme », et son inverse : l'invocation faite à qui a autorité morale – parce qu'audience publique –, de considérer les conséquences prévisibles sur le bon peuple de ses propos incendiaires.

Ici, en deçà même des questions de morale et de politique, il s'agit de relever un point de logique (ou de mathématique) élémentaire. Pour les besoins de ma démonstration, supposons maintenant que Zemmour dise vrai quant aux prémisses du « raisonnement » (indiqué ici par un « parce que ») qu'il prête aux policiers et justifie ; que, donc, « la plupart des trafiquants » (pour simplifier) soient Noirs-et-Arabes. Sans information supplémentaire, devrait-on en déduire que les policiers doivent contrôler les Noirs et les Arabes plus que d'autres s'ils veulent maximiser les chances que leurs contrôles d'identité révèlent des délinquants ? Absolument pas. Ce qui compte, en réalité, c'est la fréquence des trafiquants parmi les Noirs et Arabes, pas celle des Noirs et Arabes (ci-après N & B) parmi les trafiquants.

Un exemple simple le donne à voir : supposons que 75 % des délinquants soient des N & B. Et que 10 % des délinquants sont des Auvergnats (A), population chère à notre

ministre de l'Intérieur justement. Supposons maintenant qu'il y a 10 000 délinquants en tout, 500 000 N & B, et 5 000 A. Supposons enfin qu'une minorité de ces N & B est délinquante, soit 5 %. Et que parmi les A, il y ait 90 % de délinquants. Il y aura donc 4 500 délinquants A, et 25 000 délinquants N & B. Quelles sont les chances, maintenant, qu'un N & B pris au hasard parmi les autres N & B soit délinquant ? 5 chances sur 100, soit 1 sur 20. Et quelles sont les chances qu'un Auvergnat pris au hasard soit délinquant ? 9 chances sur 10, bien sûr, soit 18 sur 20, autrement dit 18 fois plus...

Logiquement, dans cette condition, le policier doit donc contrôler plutôt les Auvergnats. Cette particularité ethnique est en effet un très bon prédicateur de la délinquance, nettement meilleur que le fait d'être N & B. (Bien entendu on peut aussi imaginer des cas où, en gardant fixe la proportion de N & B délinquants, les chances qu'un A pris au hasard dans la population soit délinquant soient aussi élevées que les chances qu'un N & B tiré au sort dans la population totale le soit.)

Autrement dit, le raisonnement que Zemmour prête aux policiers, même si ses prémisses étaient exactes (ce qui est encore un autre débat, et de toute façon la formulation en semble aberrante), est rigoureusement faux. Bien sûr, on pourrait répondre que le défaut de logique, ici, n'est qu'un détail, que la vraie question est morale, ou politique, et que personne n'est poursuivi au tribunal pour avoir été en délicatesse avec les mathématiques. (Encore heureux). De fait, ce biais de raisonnement, confondant deux types de fréquence et attribuant à l'une les conséquences de l'autre, est bien enraciné dans l'esprit humain ; depuis deux décennies les psycho-

logues – qu'ils soient cognitivistes ou psychologues évolutionnistes – ont même élaboré quelques théories plausibles pour en rendre compte. Néanmoins, même s'il s'agit d'une des choses du monde les mieux partagées, un tel biais se trouve à la source de nombreuses réactions qu'on appellera protoracistes. Par exemple, le fait qu'une majorité d'hyperterroristes (auteurs d'attentats suicides) soient musulmans a souvent entraîné une réaction instinctive de rejet des populations musulmanes, alors que les chances objectives qu'un musulman, pris au hasard, soit terroriste sont infinitésimales (la probabilité est de 10 puissance -6 ou -7, au mieux), et sans doute bien inférieures aux chances que votre boulanger soit en réalité un psychotique susceptible de vous égorger. Une bonne quantité de stéréotypes raciaux est due à ce biais de raisonnement (les Juifs et l'argent, les jeunes-de-banlieue et la délinquance, les homosexuels et la pédophilie, et ainsi de suite...). En ce sens, et quoi qu'il en soit de toutes les antiennes sur l'angélisme, le politiquement correct, la sécurité, les petits blancs, l'exaspération des prolétaires (aujourd'hui nommés « la France d'en-bas »), le populisme, etc., que l'on nous a servi à satiété ces temps derniers, Zemmour est sans doute responsable de banaliser ou de légitimer par son rôle public un type de raisonnement vicieux qui s'avère beaucoup plus pernicieux par ses conséquences que beaucoup de croyances morales explicites au sujet des différences entre peuples, nations, castes ou classes. Il est très discutable que la déficience logique relève du prétoire, mais il est indiscutable que l'honnêteté intellectuelle du clerc (en l'occurrence, audiovisuel) devrait proscrire la bêtise. P.H.



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## L'expérience oubliée

1974-1975 : la révolution des œillets (1/2)

Charles Reeve

AU PETIT MATIN DU 25 AVRIL 1974, un pan de l'armée portugaise, sous le commandement des officiers du Mouvement des forces armées (MFA)<sup>1</sup>, lance une opération destinée à renverser le gouvernement post-salazariste de Caetano.

Depuis treize ans, le régime fasciste portugais était empêtré dans une guerre dans les colonies africaines (Guinée-Bissau, Angola et Mozambique). Il paraissait incapable de se réformer<sup>2</sup>. Les dépenses militaires représentaient une charge écrasante pour l'économie et pénalisaient la nécessaire modernisation de l'État. Menacés par quatre longues années de service militaire, beaucoup de jeunes prolétaires préféraient émigrer, fuir la pauvreté et l'uniforme. Pourtant, et en dépit de la forte répression policière, les luttes ouvrières n'avaient pas connu d'accalmie depuis le milieu des années soixante, et les secteurs capitalistes modernes aspiraient ouvertement à une transition vers un régime démocratique parlementaire. La guerre coloniale ne pouvait plus être gagnée et elle apparaissait aux yeux de la population comme un facteur d'immobilisme. Il fallait absolument tourner la page.

Une fois le putsch déclenché, le peuple de Lisbonne et de Porto descend en masse dans les rues, défiant les consignes militaires qui demandent à la population de rester chez elle à écouter la radio et à regarder les événements sur le petit écran. Partout, des petites villes jusqu'aux bourgades oubliées du pays profond, le rejet du régime honni s'accompagne d'une vague de contestation sociale qui n'avait pas été prévue par les complotiers galonnés. C'est ainsi que deux ans d'intense agitation sociale et politique transformeront un coup d'État militaire en une « révolution des œillets<sup>3</sup> ».

Dès les premiers jours, les militaires sont pris de court par la suite des événements. En particulier, l'exigence populaire de l'arrêt de l'envoi de nouvelles troupes en Afrique et le retour immédiat du contingent précipitent la recherche d'une solution politique à la question coloniale. Les manifestations pour la fin de la guerre se succèdent, des mutineries empêchent l'embarquement de troupes, alors qu'en Afrique les soldats se révoltent, déposent les armes et demandent à rentrer.

Deux mois plus tard, en juillet 1974, les chefs militaires parlent de la nécessité de transférer le pouvoir aux organisations nationalistes africaines qui mènent la lutte armée dans les colonies. Ce qui sera fait un an plus tard. La mobilisation populaire contre la guerre impose de fait la fin du colonialisme; fait historique marquant et irréversible de la révolution des œillets. Les concessions faites en toute hâte aux organisations nationalistes – expertes dans la guerre de guérilla mais pas préparées à assumer le nouveau pouvoir d'État post-colonial – ne furent que la réponse bourgeoise à cette accélération de l'histoire.

### La gauche patriote contre les grèves

Passés les premiers jours de fête de rue, l'agitation se déplace vers les lieux de travail. La fin de l'ancien régime signifie, avant tout, la possibilité de se réunir et de discuter librement: en un mot, la fin de la peur. Pour les exploités, l'arrogance patronale, la dureté des rapports de travail et les brimades du salariat étaient assimilés au fascisme. Des assemblées s'organisent et on tente les premières occupations. Inquiète, la junte militaire condamne les grèves, les réunions et les attaques faites à l'encontre de la hiérarchie dans les entreprises.

Une fois de plus, les consignes sont ignorées et le mouvement fait tâche d'huile. On réclame des augmentations de salaires, les congés payés, la réduction des horaires de travail et la fin du travail aux pièces. On chasse les mouchards, les petits chefs, les chefs du personnel, très souvent liés à l'ancienne police politique.

Le Parti communiste se positionne, lui, contre ces actions: « Nous vivons en régime capitaliste et non en régime socialiste. Les entreprises ont des propriétaires. Ce n'est pas aux travailleurs de décider qui doit ou non y travailler.<sup>4</sup> »

Parfois, les revendications sont peu précises et non négociables, signe que quelque chose de profond est en train de naître: un désir de changer la vie. L'agitation gagne la rue et les quartiers où l'occupation des logements vides se généralise, sous les regards des militaires complices de l'enthousiasme populaire.

Il n'en fallait pas tant pour que la bourgeoisie s'affole. Dans un premier temps, elle colle au pouvoir militaire et au premier gouvernement provisoire – à participation communiste et socialiste – qui fait des concessions, institue le salaire minimum afin de calmer la situation. Mais des patrons commencent à licencier et à fermer les entreprises. D'autres, liés à l'ancien régime, prennent la fuite.

### La peur avait changé de camp

Aussitôt, une nouvelle vague de grèves contre les licenciements gagne tous les secteurs, des services publiques à la métallurgie. Lors des premières grèves, les militaires étaient intervenus comme médiateurs, s'étaient présentés comme alliés des travailleurs face aux patrons, tentant de désamorcer les conflits.

La grève des postes, en juillet 1974, et sur-

tout la grève de la compagnie aérienne TAP, en septembre 1974, marquent un tournant dans les rapports entre les travailleurs, les militaires et la gauche.

Pour la première fois après le 25 avril, les grévistes découvrent qu'il y a des limites à ne pas dépasser, ceux de l'intérêt général du système. En juin, l'armée démocratique tire sur les détenus des prisons de Lisbonne qui se sont mutinés pour demander une amnistie élargie et, quelques jours plus tard, les travailleurs au sol de la TAP sont soumis au règlement de discipline militaire. Les meneurs sont arrêtés et interrogés, les photos des manifestations sont saisies à fins d'identification et le quadrillage policier des bidonvilles remis au goût du jour. Des soldats qui refusent les ordres sont arrêtés.

Sans hésitation, le Parti communiste se place du côté du manche : « En aucun pays, même ceux de vieille démocratie, on peut permettre des appels ouverts à la désertion et à l'agitation au sein de l'armée<sup>5</sup>. »

En août 1974, la loi élaborée par la gauche rétablit le droit de grève, tout en interdisant les grèves politiques. C'est le moment choisi par le Parti communiste pour lancer une féroce campagne antigrève : « Non à l'anarchie économique », « Non à la grève pour la grève », « Non aux grèves irresponsables ». Et le chef communiste Cunhal de répéter : « La grève générale mène au chaos<sup>6</sup>. » Conscient du vide laissé par l'effondrement des anciens syndicats fascistes, le Parti saisit l'occasion pour créer un nouveau syndicat unique<sup>7</sup> : la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

### Les coordinations

L'affrontement avec les nouvelles forces de l'État, l'armée et les partis de gauche radicalise les luttes ouvrières. Les revendications deviennent politiques, critiquent explicitement l'idée de « l'intérêt général » que la gauche impose comme limite des luttes. L'ampleur de la contestation à l'ordre capitaliste déborde les murs des entreprises, casse les séparations entre les divers champs d'agitation. À ce moment précis, les staliniens portugais se montrent incapables d'enfermer la contestation dans les entreprises et la séparation entre lieux de travail et la société civile tend à disparaître.

Aux manipulations politiques, les travailleurs répondent avec l'auto-organisation et la démocratie de base. Le recours aux assemblées se généralise, on forme des commissions de travailleurs, dépassant les divisions corporatistes des nouveaux syndicats, composés de délégués élus et révocables. Le grand problème concret, immédiat, est celui de la coordination des divers organismes de lutte. Le pas fut franchi : deux coordinations sont créées. Celle de Lisbonne, la commission interentreprises, regroupe la gauche syndicale. Mais la volonté de quelques militants ne pouvait pas combler la passivité de la majorité des exploités. Ainsi, en avance sur les conditions du moment, ces formes d'organisation vont fonctionner contre



le but d'autonomie recherché. Fortement influencées par les courants maoïstes et autres formations avant-gardistes, elles deviennent des arènes d'affrontements bureaucratiques, se vidant progressivement de la participation de la base ouvrière. Malgré le caractère « arriéré » du Portugal et son isolement, qui empêchèrent qu'un processus révolutionnaire puisse s'y développer jusqu'au bout, ces organisations autonomes restent tout de même l'expression de la radicalité du mouvement. Sa courte vie empêcha qu'elles puissent avoir une résonance internationale. Mais leur activité marqua définitivement les mois les plus chauds de la révolution des œillets.

Début 1975, la situation économique continue de se dégrader : les petites entreprises ferment, le grand capital privé national s'exile et les multinationales sont en attente. Le pays vit dans une atmosphère de contestation générale, alors que l'État est affaibli par l'existence de plusieurs centres de pouvoir.

Les travailleurs militants sont divisés. Les « réalistes », qui suivent les consignes des syndicats contrôlés par le Parti communiste, font face à ceux tentés par le radicalisme révolutionnaire, organisés dans quelques commissions de travailleurs. Le succès de la grande manifestation du 7 février 1975, à Lisbonne, organisée par la commission interentreprises, contre les licenciements et la répression capitaliste, la solidarité manifestée à son encontre par les soldats censés protéger le ministère du Travail communiste (contrôlé par les communistes) et l'ambassade américaine, montrent que ce courant accroît son influence. Plus que la présence des communistes dans l'appareil d'État, c'est désormais la radicalisation de l'agitation sociale qui inquiète la bourgeoisie ainsi que les politiques et militaires, garants des intérêts capitalistes du bloc occidental.

Le Parti communiste, de par sa capacité de contrôle et de répression du mouvement gréviste, s'était imposé dans les institutions. De son côté, le Parti socialiste n'a pas les moyens de peser sur l'affrontement social et se place sous la protection de la hiérarchie militaire. Avec la tentative de putsch de mars 1975, les courants conservateurs essayent de renverser la tendance du moment. Mais l'engagement populaire, la haine du fascisme sont tels que les droitiers sont balayés. Cet échec – et le conséquent renforcement des courants à gauche du Parti communiste – ouvre la deuxième phase de la révolution des œillets, avec la constitution d'un gouvernement proche des positions du Parti communiste.

C. R.

La suite dans le prochain numéro...

1. Le MFA fut clandestinement créé en mars 1974, par des officiers de métier, opposés à la politique coloniale du régime. Il y avait dans le MFA diverses tendances, allant des officiers proches du Parti communiste et de l'extrême gauche aux officiers démocrates conservateurs.

2. De 1926 à 1974, le Portugal a subi la plus longue dictature de l'époque moderne en Europe occidentale.

3. Dès les premiers jours, le peuple met des œillets aux fusils des soldats insurgés. D'où l'expression reprise par les médias.

4. Déclaration d'un dirigeant du Parti communiste, 5 décembre 1974.

5. Interview d'un dirigeant du Parti communiste, *Expresso*, 22 juin 1974.

6. Alvaro Cunhal, 25 mai 1974.

7. Par la suite, la CGTP s'est trouvée en concurrence avec un syndicat d'obéissance social-démocrate, l'Union générale des travailleurs (UGT).

# Les Esquimaux vus par Matisse



**Xavier-Gilles**

CERTAINS MUSÉES DE PROVINCE sont de véritables merveilles, loin des sentiers battus par l'industrie du tourisme. Tel est le cas du musée départemental Matisse du Cateau-Cambrésis (Nord), ville natale du peintre, qui accueille le visiteur en toute quiétude, luxe devenu rare. On peut y voir, dans les collections permanentes, d'admirables œuvres du père du fauvisme, mais aussi, en ce moment, une très suggestive exposition temporaire consacrée aux féconds rapports d'Henri Matisse (1869-1954) et de Georges Duthuit (1891-1973) autour de l'art inuit. À elle seule, cette exposition vaut le détour<sup>1</sup>.

## Matisse plus anarchiste qu'on ne le dit

Le poncif qui commença à se développer dans les années 1920 d'un Matisse-peintre-dubonheur-et-des-odalisques-pour-intérieurs-bourgeois reste encore prégnant chez le grand public, tant il est simpliste et rassurant. Et pourtant, on saisit le travail de l'artiste avec beaucoup plus de pertinence en le rattachant à la fondamentale inquiétude y présidant sans cesse; inquiétude qui fut liée, un temps au moins explicitement, à l'esprit d'anarchie. Dans une note tardive, Matisse écrit: « Je suis et j'ai toujours été attiré par tous les terrains d'études – (des) classiques, romantiques aux anarchistes car j'ai fait de l'exploration. Je me suis cherché partout. » De fait, dans les années 1890 et 1900, le jeune peintre fut non seulement un anticlérical convaincu, mais aussi un sympathisant anarchiste, versant par exemple régulièrement de l'argent, alors même qu'il vivait dans la misère matérielle, afin de venir en aide aux prisonniers militants et à leur famille, victimes des « lois scélérates » et autres violences policières. Pas étonnant donc de compter parmi

ses amis des gens aussi estimables que Paul Signac, Maximilien Luce, Étienne Terrus, Félix Fénéon, ou Mécislas Golberg. Pour s'en tenir à ce dernier, rappelons que ce fut lui qui sollicita le premier grand texte de Matisse (et l'un des plus substantiels de tout l'art moderne), les fameuses *Notes d'un peintre*, publiées en 1908. Matisse s'est d'ailleurs comparé un jour à l'un des clochards de Golberg – un « trimardeur confiant en ses jambes qui croit en la route qui le porte » –, par opposition aux « papillons-dilettautes » qui flânent à loisir de fleur en fleur au Louvre. Même devenu riche et célèbre, il est toujours resté à sa manière ce « trimardeur ». Matisse n'a certes pas été un militant politique au sens courant du terme. Est significatif à cet égard ce qu'il écrit à sa fille le 21 novembre 1944 au sujet de Picasso, son ami et grand rival, devenu alors le parangon de la liberté et de l'orgueil patriotique: « Il s'est laissé embobiner, comme l'ont été avant lui Zola et Anatole France [...]. Je trouve qu'un artiste a tellement besoin de solitude, surtout à la fin de sa vie [Matisse a alors 74 ans], qu'il doit fermer sa porte à tous, et ne pas perdre une heure. » Matisse est donc un artiste « dégagé », si l'on peut dire, qui se méfie de l'embrigadement de l'art au service de quelque « cause » que ce soit. Mais son « action », qui passe entièrement dans et par son travail, n'en est pas moins – pour qui sait voir – puissante, dans un esprit de liberté absolue et, osons le dire, d'anarchie. Durant toute son existence de créateur, de la grande année 1905, où il invente le fauvisme avec Derain, à sa dernière période, où il se renouvelle entièrement avec les papiers découpés, l'inquiétude de Matisse est indissociable de sa joie anarchisante de transgresser les lois qui gouvernent la tradition picturale depuis la



Renaissance – y compris celles du divisionnisme de Seurat, Signac ou Luce. Comme le dira Derain à propos du fauvisme : « Les couleurs devenaient des cartouches de dynamite. Elles devaient décharger de la lumière. » En rejetant la perspective, en abolissant les ombres, en refusant la distinction académique entre le dessin et la couleur, Matisse renversait par ses œuvres-dynamites la façon même de regarder la réalité telle que l'Occident l'avait codifiée depuis la Renaissance, et attentait ainsi en « barbare » à ce que l'on croyait être la « civilisation ». « Le bon public voyait en lui, écrit Marcel Sembat en 1920, le désordre incarné, la furieuse rupture avec toute tradition, une espèce de bousingot faiseur, moitié anarcho, moitié charlatan ! »

### « Barbare », l'Esquimau ?

C'est dans cette perspective de remise en cause de la représentation mimétique occidentale que l'on peut comprendre le vif intérêt que Matisse eut très tôt pour les arts dits « primitifs », depuis la sculpture africaine en 1906 jusqu'à l'art inuit peu de temps après la Seconde Guerre mondiale, en passant par son

séjour de plusieurs mois à Tahiti en 1930.

En 1947, sa fille Marguerite et son gendre Georges Duthuit, génial critique d'art, spécialiste notamment de Byzance et de Matisse, projettent de constituer une série d'ouvrages sur le thème des rituels et de la fête dans certaines civilisations, en établissant des ponts entre l'art contemporain et l'ethnographie. Inaugurant la série, le livre de Georges Duthuit *Une fête en Cimmérie* est une approche poétique de l'univers magique du monde des Inuits, qui passionne immédiatement Matisse. Il accepte de l'illustrer ou, pour mieux dire, de le « décorer », et réalise, entre 1947 et 1949, des dessins et des lithographies de visages de ce peuple en relation permanente avec les forces mystiques et physiques de la nature, et dont l'art avait pour origine les visions et les rêves des chamanes. Il s'inspire pour ses dessins, d'une part, de photographies prises par les plus célèbres explorateurs et, d'autre part, de la collection de masques et d'objets que Duthuit avait constituée à New York entre 1941 et 1945 (en même temps que – et parfois en concurrence avec – André Breton, Claude Lévi-Strauss, Max Ernst, Matta et

Robert Lebel). Matisse a aussi probablement vu à cette époque les masques de la collection réunie par Alphonse Pinart (1852-1911), qui s'était intéressé bien plus tôt aux peuples d'Alaska, où il avait voyagé en kayak entre avril 1871 et mai 1872, et d'où il avait ramené soixante-dix-sept masques documentés par les notes qu'il avait prises des rites et des légendes esquimaux. Certains de ces masques avaient servi à des rituels de danse pour incarner des personnages et des esprits, ou lors de grandes représentations théâtrales. Du choc éprouvé par Matisse au premier contact avec ces objets d'une beauté à couper le souffle résultent des « dessins suraigus » nés, comme l'écrit Georges Duthuit, « de l'identification de l'artiste à la vie de ces personnages et aux traits caractéristiques qui la révèlent. [...] Matisse n'est pas devant son modèle mais avec lui dans l'ambiance de ce dernier ». Finalement, l'ouvrage *Une fête en Cimmérie* ne fut édité qu'après la mort de Matisse, par Tériade en 1963, et il n'y eut pas d'autres titres dans la série projetée par Marguerite et Georges Duthuit.

L'exposition du Cateau-Cambrésis présente la genèse du livre depuis sa conception jusqu'à son édition, aventure artistique singulière au croisement de cultures qui semblent de prime abord très éloignées géographiquement et historiquement, mais dont les points de contact émerveillent. Splendides masques et objets issus des collections Duthuit et Pinart (prêts du château-musée de Boulogne-sur-Mer pour la seconde), livres rares et documents ethnographiques, œuvres de Matisse (dessins, lithographies, aquatintes, papiers découpés...) : tout cela donne à voir à qui voudrait l'oublier à quel point la fameuse phrase de Lévi-Strauss prononcée en 1952 – « le barbare, c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie » – est juste. La petite fille de cinq ans qui m'accompagnait au Cateau a quant à elle compris que l'homme esquimau était bel et bien entré dans l'histoire. **X-G.**

1. Les Esquimaux vus par Matisse. Georges Duthuit, *Une fête en Cimmérie*, Musée Matisse, Le Cateau-Cambrésis, 7 novembre 2010-13 février 2011. Catalogue, 128 pages. (À voir aussi : *Une autre langue. Matisse et la gravure*, Fondation Mona Bismarck, Paris, 1<sup>er</sup> décembre 2010-15 février 2011.)

**C'est pas  
du cinoche!**

# Le Crade à Concarneau

## Égalité, écologie, vélo

### Les Diaboliques

La trêve a été courte. C'est reparti : Aubry et Royal recommencent à s'empailler par médias interposés. Le peuple de gauche, lui, semble encore une fois désarmé et effondré face à ce qui s'appelle un fiasco politique. Espérons que cet état de fait fera se questionner l'électeur de gauche sur le PS et sur le jeu électoral, dont il sortira toujours perdant, quels que soient les dirigeants...

### Le Bal des vampires

Une bonne trentaine de dirigeants politiques et de grandes entreprises se rencontraient à Davos, petite station ultrachic des Alpes suisses. Là, les chefs du monde parleront économie, monnaie, terrorisme, sécurité... De quoi espérer qu'une avalanche de neige nous débarrasse une bonne fois pour toutes de cette plaie pour l'humanité.

### Les Frères Pétard

La Hollande, ce n'est pas seulement les champs de tulipes et les moulins à vent : c'est devenu surtout l'eldorado, la terre promise des fumeurs de pétards. À tel point que le tourisme de la fumette a fini par devenir lourd à gérer pour ce pays assez permissif (jusqu'à quand ?), entouré de nations misant avant tout sur la prohibition. Du coup, il faudra désormais être néerlandais pour bénéficier d'une carte de consommateur de cannabis... (Pour suivre l'actualité fumeuse, écoutez « Y'a de la fumée dans le poste », l'émission du CIRC, le Collectif d'information et de recherche cannabique, un dimanche sur deux, de 18h30 à 20h30 sur Radio libertaire.)

### Dead Man

La proposition de loi sur l'euthanasie présentée au Sénat a été rejetée. Un débat expédié, des arguments balayés d'un revers de main au non de « limites infranchissables » et d'arguments à la limite de l'esotérisme pour évacuer une question pourtant centrale de l'existence. Comme pour l'avortement du temps de son interdiction, l'euthanasie existe déjà, mettant les malades, les familles et le personnel de santé en danger permanent face à l'État et à ses lois.

Bibo

Une liaison de la Fédération anarchiste a été créée dans le Doubs, à proximité de Montbéliard. Vous pouvez la contacter à : [liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org](mailto:liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org)

LE CENTRE DE RECHERCHE sur l'avenir des déplacements écologiques (Crade) est une association créée en septembre 2010 à Concarneau, pour remettre en usage des vélos et pour entamer une réflexion autour des déplacements motorisés et les modes de vie qui y sont associés : gaspillage, perte de temps, isolement, violence routière, pollution.

Initialement intitulée Pignon sur rue, cette association intervenait depuis juillet 2010 sur les marchés locaux de Concarneau pour réparer et apprendre à entretenir les vélos, à prix libre.

Cet été, l'association a préparé le parcours et l'accueil à Concarneau de l'Alter Tour (Tour de France alternatif à vélo, tout en lent, pour dénoncer le dopage dans le sport tout comme dans l'agriculture, par apport d'engrais chimique).

Les initiateurs du Crade se sont renommés ainsi d'une part comme un pied de nez aux industries chimiques ou nucléaires qui, dans leur publicité, se présentent comme propres alors que leurs activités sont destructrices de l'environnement, c'est-à-dire à l'exact inverse du Crade ! D'autre part, l'objet du Crade dépasse le cadre (sic) strict du vélo pour s'interroger globalement sur les déplacements écologiques et l'aménagement urbain.

Depuis septembre, convaincu que la voiture c'est no future, le Crade organise chaque mois une « vélorution » (terme mixte entre vélo et révolution pour désigner une manif cycliste) pour faire la promotion des déplacements doux dans cette ville portuaire de 20 000 habitants.

Le Crade a sollicité en vain la mairie pour obtenir un local permettant l'échange autour du vélo, pour réparer, récupérer, stocker, s'informer, débattre, apprendre. Ne voyant rien venir, les deux initiateurs de l'association ont ouvert la recyclerie du Crade, dans un lieu abandonné depuis de nombreuses années qu'il a fallu retaper, du côté du port de pêche industrielle, appartenant à la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Siège social de l'association, atelier commun de réparation où chacun apprend à être autonome, de recyclage (récupération et stockage de vélos et pièces détachées destinés à tort à la déchetterie) et lieu d'information sur les déplacements (transports en commun, cartographie, guide), de lien social, de débats, et source de documentation (on y croise Le Monde libertaire!), celui-ci attire chaque jour des personnes d'horizons différents, de toutes générations, de tous métiers et de toutes conditions, intéressées à la fois par

l'atelier vélo et tout autant par le plaisir de discuter dans un cadre convivial. C'est que la recherche d'égalité sociale est fondamentale pour le Crade. Même quelques marins-pêcheurs fréquentent le lieu et semblent satisfaits par le retour de cette vie dans un port de pêche qui se désertifie.

Évidemment, la CCI a moins goûté le squat et a dépêché un huissier courant novembre pour que cesse l'occupation. Négocier un bail précaire pourrait être une porte de sortie. L'un des membres du Crade habite en effet sur le lieu et y paie ses factures d'électricité. L'eau courante en revanche n'a pas encore été accordée, bien que Concarneau soit en régie municipale. C'est que, jusqu'à présent, la municipalité ne sait pas quelle attitude exacte adopter face à cette initiative. Elle qui a un adjoint « développement durable et économie » (façade écologique?) se fait largement dépasser sur ce terrain. On notera au passage que la régie municipale n'est pas la panacée, car elle confère à l'élu local un pouvoir à l'encontre des usagers. L'autogestion semblerait plus indiquée et c'est un euphémisme!

Le 5 janvier 2011, assignés en référé par la CCI pour cause d'occupation illégale, les membres du Crade ont dû se présenter au tribunal de grande instance de Quimper. La partie adverse ne se faisant pas représenter, le président du tribunal a à nouveau convoqué les protagonistes pour le mercredi 26 janvier, 9 heures.

Les enjeux sociaux de la recyclerie ne sont pas anodins. « Car la route a confisqué la rue, car les déplacements humains et écologiques doivent trouver leur place, car Concarneau s'est vidé au profit de grandes zones commerciales extérieures, car les parkings sont de plus en plus grands et les trottoirs de plus en plus petits, car vivre simplement sans voiture est un droit fondamental, car les impôts payés par les sans-voitures servent aussi à construire des routes », il s'agit de faire vivre ce lieu.

La recyclerie qui se trouve au 8, rue des Thoniers appartient à tous, elle est ouverte tous les jours de 13 heures à 19 heures, les prix y sont libres, l'adhésion au Crade est bienvenue. L'ironie de l'histoire veut que ce local servait autrefois à un revendeur de la multinationale du pétrole BP!

Pour soutenir le Crade, ou être tenu informé des suites du procès, vous pouvez appeler Rémi au 02 98 97 47 57.

Stef@

Groupe Vannes-Lorient  
de la Fédération anarchiste



# Radio libertaire

## Jeudi 3 février

**Chronique hebdo (8 heures)** Commentaires anarchistes de l'actualité.

**De rimes et de notes (12 heures)** Gaëlle Vignaux, en résidence à la Manufacture Chansons, espace Christian Dente, tous les lundis du 31 janvier au 4 avril, Nicolas Joseph; et (à confirmer) Pierre Barouh, pour son spectacle au conservatoire Marcel Dadi à Créteil.

**Si vis pacem (18 heures)** Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

**Epsilonia (22 heures)** Musiques expérimentales.

## Vendredi 4 février

**A las barricadas (9 heures)** Chroniques de la révolution espagnole. Les sanglantes années du pistolérisme à Barcelone (1919-1923).

**Place aux fous (13 heures)** Nowhere, duo électro-rock.

**Les oreilles libres (14 h 30)** Musiques engagées.

**Koumbi (16 heures)** Chroniques africaines.

**Radio espéranto (17 h 30)** Espérantisme.

**Offensive (21 heures)** Libertaire et sociale...

**Muzar (22 h 30)** Autour de l'art contemporain.

## Samedi 5 février

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)**

**Chronique syndicale (11 h 30)** Luites et actualités sociales.

**Chroniques rebelles (13 h 30)** « Qu'est-ce que le fascisme? Un phénomène social hier et aujourd'hui » de Larry Portis (Alternative libertaire).

**Bulles noires (17 heures)** La cagoule et le calibre, un salon critique du genre policier.

## Dimanche 6 février

**Ni maître, ni dieu (10 heures)** Coordination des libres penseurs.

**Symbiose (14 heures)** Jeux de rôle et licence libre avec des auteurs de logiciels de jeu.

**Chants/Contrechamps (15 h 30)** Actualité cinéophile et musicale.

**Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30)** Antoine Leclercq.

**Désaxés (20 h 30)** Le ciné en zone libre.

**Les liaisons dangereuses (Seppuku) (22 heures)** Musiques électroniques.

## Lundi 7 février

**Les Enfants de Cayenne (9 heures)** Le groupe de punks fainéants Begarsound.

**Lundi matin (11 heures)** Infos et revue de presse.

**Les partageux de la Commune (13 heures)** Commune de Paris.

**Trous noirs (16 heures)** Luites pour l'émancipation avec Normand Baillargeon et Hugues Lenoir.

**Les mangeux d' terre (18 heures)** Enjeux écologiques.

**Le monde merveilleux du travail (19 h 30)** par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

## Mardi 8 février

**Artracaille (11 heures)** Art en marge.

**L'idée anarchiste (14 h 30)** Réflexion sur l'anarchisme.

**Les amis d'Orwell (16 heures)** Anti-vidéosurveillance.

**Pas de quartiers... (18 heures)** Le groupe Louise-Michel reçoit des éditeurs qui se débattent dans la jungle de l'édition indépendante.

**Paroles d'associations (19 h 30)** La compagnie théâtrale l'Attache cœur pour son spectacle de marionnettes tout public *J'écrirai la paix sur vos ailes*.

**Radio Libertaria (20 h 30)** Actualités militantes. L'éducation.

**Ca booste sous les pavés (22 h 30)** Scène culturelle alternative.

**For a Few Sixties More (00 h 30)** Musique jamaïcaine des années soixante.

## Mercredi 9 février

**Court-circuit (9 h 30)** Philosophie, art et politique.

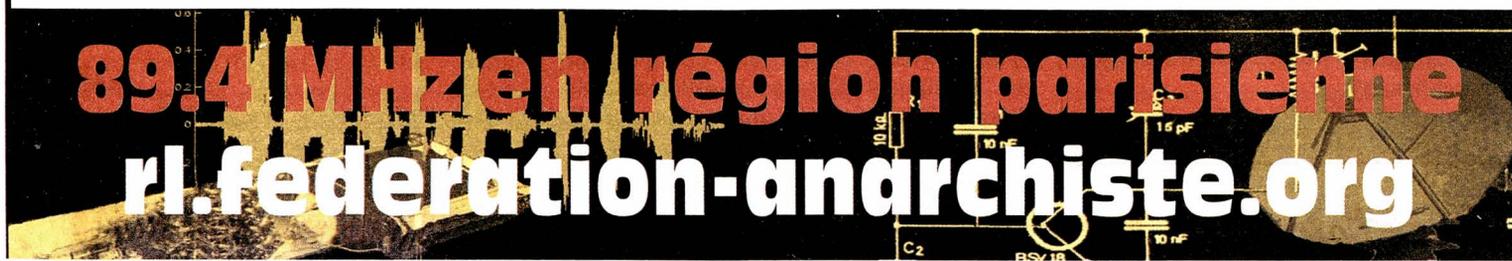
**Blues en liberté (10 h 30)** Duos et trios dans le blues.

**Sans toit ni loi (12 heures)** Émission sur les mal-logés et la précarité.

**Le manège (14 heures)** Littérature et cinéma.

**Femmes libres (18 h 30)** Avec Natacha Henri, pour son livre *Frapper n'est pas aimer: enquête sur les violences conjugales en France* (chez Denoël Impacts).

**Ras les murs (20 h 30)** Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice.



**89.4 MHz en région parisienne**  
**rl.federation-anarchiste.org**

## Jeudi 3 février

### Ivry-sur-Seine (94)

19 heures. Projection et débat : Comment la télévision récupère-t-elle la contestation pour la transformer en spectacle ? En quoi le formatage télévisuel crée-t-il une illusion d'objectivité ? « Le vrai journal » commenté et critiqué par Nicolas (monteur vidéo, adhérent d'Acrimed). À l'invitation du groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste. Au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès (face au vieux moulin), M° Pierre-Curie. Entrée libre.

### Nîmes (30)

18 heures. Le Collectif anti-Loppsi 2 organise une réunion publique avec des représentants de différents collectifs régionaux à la salle auditorium du conseil général. Entrée libre.

## Vendredi 4 février

### Quimper (29)

20h30. Soirée ciné débat « La décroissance » organisée par la CNT 29 aux Halles Saint-François (salle n° 2, entrée rue Astor).

### Millau (12)

20h30. *Putain d'usine, Tue ton patron !* Projection-débat organisée par Solidaires, Écologistes et Libertaires. Avec l'auteur Jean-Pierre Levaray, Librairie Plume(s), 16, rue St-Martin.

## Samedi 5 février

### Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial. Dans une société libertaire, quelle place pour les enfants ? À disposition, table de presse de Matériel. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

15h30. Lélío Ploton, de la compagnie Lela qui viendra nous lire des extraits de *La Jeunesse d'Adrien Zografli* de Panaït Istrati. Au-delà de l'aspect romanesque, c'est une véritable plongée dans la réalité d'une époque et d'un pays. Le livre sonde la vérité de son monde et celle-ci résonne encore aujourd'hui. La force de ce texte, s'il est entendu aujourd'hui, est de nous permettre d'y retrouver nombre de nos préoccupations actuelles :

l'Europe des Balkans, l'immigration, la jeunesse, l'école et la formation, l'amitié, la faim et la misère, l'action sociale et la bureaucratie, la vie et la mort. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. L'émission Chronique hebdo propose la diffusion du documentaire *France Telecom, malade à en mourir* (2010, 54 minutes) en présence de l'auteur Bernard Nicolas (causerie avec les animateurs). Son enquête nous plonge dans l'univers impitoyable de l'entreprise. Ce film a été programmé sur Arte le 16 novembre dernier. Bernard Nicolas est l'invité de Chronique hebdo le jeudi 3 février à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. M° Oberkampf, République, Filles-du-Calvaire.

### Nîmes (30)

14h30. Le Collectif anti-Loppsi 2 organise un rassemblement place de la Maison-Carrée. Brassard blanc demandé.

## Dimanche 6 février

### Saint-Denis (93)

15 heures à 17 heures : La Dionysivité, Université populaire de Saint-Denis. Humour et élections. L'occasion de se pencher sur le canular, considéré comme un des Beaux-Arts, et sur son efficacité redoutable, comme reflet déformant des institutions. Présentation de Laurent Bihl, historien spécialiste de l'image. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel Péri. M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

## Mardi 8 février

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysivité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Société de contrôle : de la loi aux nouvelles technologies. Seconde rencontre-débat : Sous surveillance volontaire ! Fichage policier, administratif et commercial, vidéosurveillance, puces RFID, passeports biométriques, réseaux sociaux, etc. Présentation par Jean-Claude Vitran, membre du bureau national de la ligue de droits de l'Homme. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne

13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

## Vendredi 11 février

### Besançon (25)

20h30. Conférence-débat sur l'anarchisme avec Philippe Pelletier, auteur de *Anarchisme, idées reçues*, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

## Jeudi 17 février

### Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Bertrand Rothé à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Un siècle après *La Guerre des boutons*, que deviendraient Lebrac, Camus, La Crique, Grangibus et les autres ? Comment mèneraient-ils leur guerre contre les Velrans ? C'est à cet étonnant exercice que s'est livré l'auteur de *Lebrac, trois mois de prison* (Éditions du Seuil, 2009). Une magistrat participera au débat. Table de presse. Apéro dinatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : kropotkine02@no-log.org

## Samedi 19 février

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre débat à propos des Roms. Avec Jean-Pierre Dacheux, auteur de *Roms de France, Roms en France* aux Éditions du passager clandestin. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

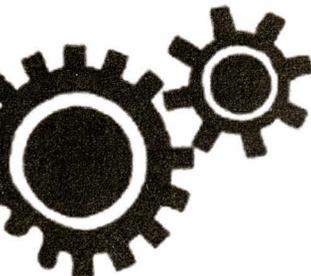
## Dimanche 20 février

### Villeurbanne (69)

À 19 heures. Projection du film *La Fin de la pauvreté* (documentaire réalisé par Philippe Diaz, 2010), suivi d'un débat animé par Attac, Libertaire production et Philippe Pelletier. Au cinéma Le Zola, 177, cours Émile-Zola.

samedi **12 février**  
2011

café théâtre **LA  
TACHE D'ENCRE  
Avignon**



**19h projection-Débat**

Le film **"l'argent Dette"**  
De Paul GriGnon



**21h30 CONCERTS**

**LE VERS NOIR**

(chanson à texte libertaire)

entrée à  
prix libre

+

**WAK Tribu  
KAN (rock).**



Coordination  
libertaire

NO PASARAN

NI PROVI



FEDERATION ANARCHISTE  
LIBERTARIE